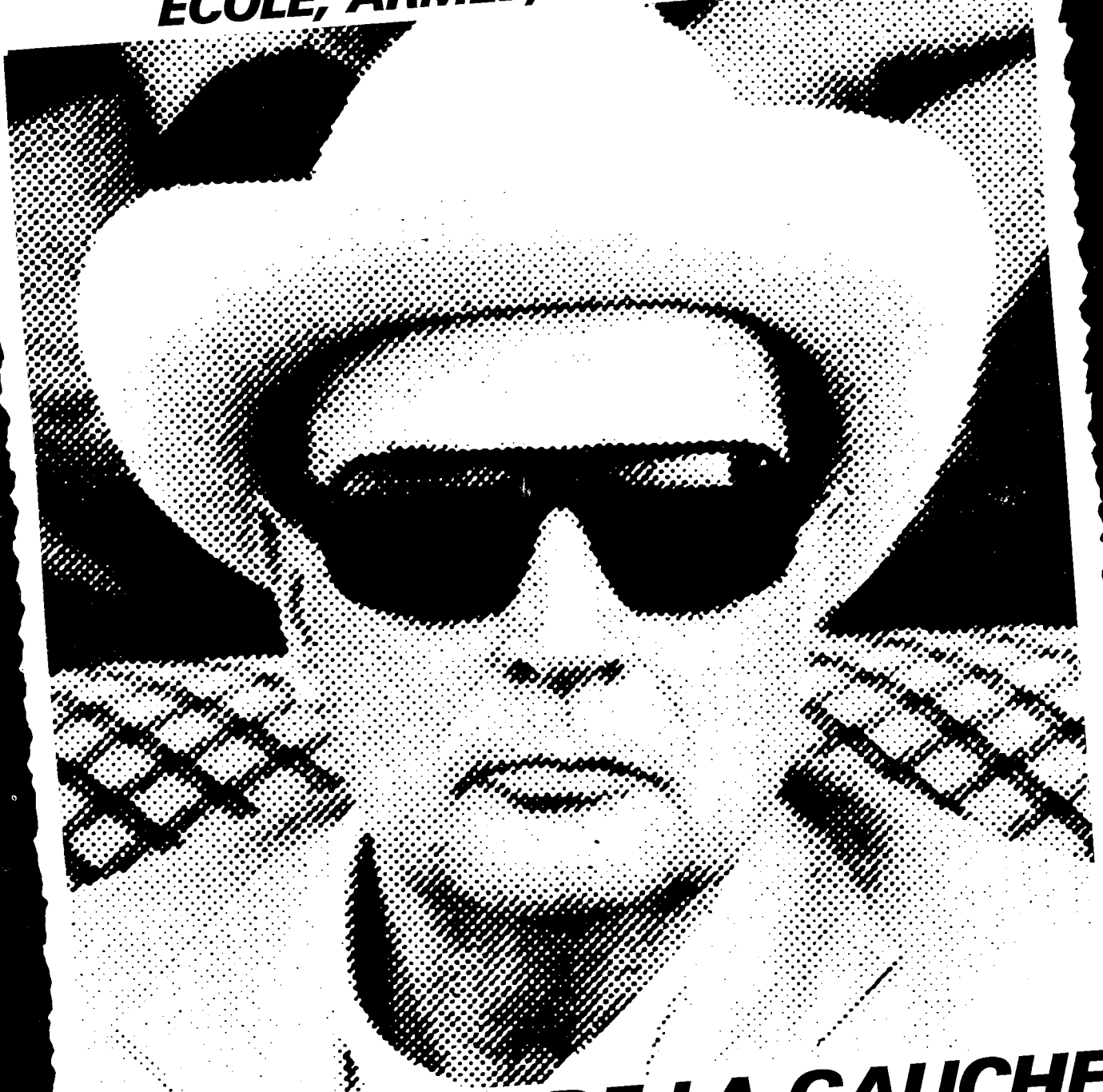


AGORA

REVUE LIBERTAIRE BIMESTRIELLE / N° 24 / HIVER 84/20 F

ECOLE, ARMEE, SYNDICATS...



LIVRE NOIR DE LA GAUCHE

- A la recherche de Solidarnosc
- Prisons de Femmes

AGORA SUITE OU FIN ?

AGORA, SUITE !

JUIN 84, Agora sort un numéro double, épais et fringant dans ses couleurs. Joli bébé. Tout le monde avait le sourire devant la bonne santé apparente de la revue. Alors ce furent de bonnes vacances, sans soucis, soleil, forces pour les luttes à venir. Et le coup de barre de la rentrée. Agora suspend sa publication ! Les accros se retrouvent en manque. Les dealers refourguent de vieux numéros, parient sur la rareté, font monter les prix en flèche. Retour du marché noir ; panique dans nos milieux. La tendresse-canaille et la vie-révolte sont sans munitions.

Que s'était-il passé ? Flash-back. Rien, ou si peu. A babord, pas de dettes mais plus d'argent en caisse. A tribord, une liste d'abonnés bien maigrichonne. D'un seul coup, ces deux cancers des revues politiques se mettent à nous ronger le cerveau. L'équipage s'affole : cinq ans d'efforts pour s'arrêter ainsi, ça ne semblait ni possible, ni raisonnable.

Alors, roulements de tambours, claquements de drapeaux, appel aux lecteurs. L'équipe de rédaction, un mois et demi sur les dents, traquant le moindre abonné potentiel, écrivant à des centaines d'adresses inconnues, frappant à toutes les portes, pillant tous les porte-monnaies... Et puis... Et puis, vous êtes arrivés (*)...

MERCI !

Lentement au début. Prudemment. Tant d'autres expériences avaient avorté, tant d'autres rédactions s'étaient volatilisées, qu'on hésitait devant Agora. Enfin, brusquement, les miracles... Tous les jours des brassées de lettres, de listes d'adresses, d'argent, de coups de téléphone, de propositions de collaboration... Ah, ce flot de camaraderie ! ce pied de nez à 1984 ! ce vent retournant à l'optimisme !

Ce nouveau numéro d'Agora que vous allez lire, nous l'avons gagné ensemble. Et il sera suivi d'autres, c'est sûr. Certes, rien n'est joué. Attention aux échafaudages pendant la parution, le soutien continue. Mais, maintenant, nous pouvons y croire et vous aussi. Les libertaires gardent Agora vivant. Il fera moins froid cet hiver. Merci de nous avoir surpris.

AGORA

(*) voir résultats de notre appel en page 17.

OÙ TROUVER AGORA ?

09. Librairie le Bleu du Ciel, rue Ste-Claire à Pamiers.
13. A.D.E.P., rue Caisserie à Marseille.
21. Librairie l'Air Libre, rue du Tillot à Dijon.
33. Librairie l'En-Dehors, rue du Mirail à Bordeaux.
Librairie Vent Debout, rue Berge-ret à Bordeaux.
34. Librairie La Brèche, rue de l'Université à Montpellier.
Librairie Contrechamps, rue des Sœurs Noires à Montpellier.
35. Association CPCL, rue Victor-Hugo à Rennes.
43. La Crécelle, rue St-Jacques au Puy.
46. Librairie Calligramme, rue Joffre à Cahors.
Librairie Livre en Tête, rue Caval-lié à Figeac.
57. Librairie Géronimo, rue du Pont des Morts à Metz.
59. Association CLES, rue de Fontenoy à Lille.
63. G.A.E.L., rue de l'Ange à Clermont-Ferrand.
66. Association C.E.S. rue des Augustins à Perpignan.
69. Librairie La Taupe, quai de l'Amiral Lalande au Mans.
75. Librairie Actualités, rue Dauphine, Paris 6^e.
Librairie 1984, Bd de Reuilly, Paris 12^e.
Librairie La Commune, rue Bar-rault, Paris 13^e.
C.L.E.S., rue de Crimée, Paris 19^e.
Librairie Publico, rue Amelot, Paris 11^e.
CNT, rue de la Tour d'Auvergne, Paris 9^e.
Librairie Parallèles, Paris 1^{er}.
81. Librairie Rencontres, rue de l'Hôtel de Ville à Castres.
95. Librairie Presse-Papier, av. Gabriel-Péri à Argenteuil.

Au Canada, Agora est en vente à la Librairie Alternative de Montréal et à la Librairie Focus Books de Toronto. En Grande-Bretagne, à la Librairie Freedom Press de Londres. Aux Pays-Bas, à la Librairie Het Fort Van Sjakoo d'Amsterdam. En Suisse, à la Librairie kiosque du boulevard à Genève.

Enfin, des diffusions militantes sont assurées dans les villes suivantes : Gannat (03) ; Arles (13) ; St-Germain-les-Vergnes (19) ; Romans (26) ; Quimper (29) ; Brest (29) ; Béziers (34) ; Grenoble (38) ; Orléans (45) ; Creil (60) ; Billère (64) ; Gilly (73) ; Rouen (76) ; Longeau (80) ; Albi (81) ; Toulon (83) et bien sûr à Toulouse (31).

Si vous connaissez d'autres points de vente ou si vous pouvez assurer vous-mêmes une diffusion, il suffit de nous commander le nombre d'exemplaires nécessaires. On attend vos lettres avec impatience.

PLEINS FEUX
HEXAGONE
LIBRE SERVICE
SANS FRONTIÈRE
ARGUMENTS
NOTRE MÉMOIRE
COPYRIGHT
RUBRIQUES

PLEINS FEUX

- 4. *Le livre noir de la gauche*
- 5. *Armée : La symbiose marche au pas.*
- 6. *CFDT : Pancho Villa accusé.*
- 9. *Ecole : Le débat est clos.*

HEXAGONE

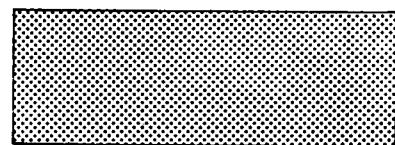
- 10. *Bombe : Mururoa, leur amour !*
- 12. *Fondation St-Simon : Priez pour la nouvelle gauche !*

LIBRE SERVICE

- 14. *Douglas Bravo : Des libertaires au Venezuela.*



SOMMAIRE



RÉDACTION

Directeur de publication : Solon Amoros
Equipe de rédaction : Claude Ariso, Juanito Marcos, Michel Auvray, Jean-Louis Nadar, Tony Alvarez, Madi Nida, Serge Etarcos, Solon Amoros, Violette Marcos, Marianne Salesses.
Correspondance : Agora, B.P. 1214, 31037 Toulouse Cedex.
Correspondance téléphonique : Tél. (61) 59.24.01

TECHNIQUE

Composition : Scot CARACTERES
 16 impasse Bérou 31200 Toulouse
 Tél. (61) 23.96.75
Imprimerie : SACCO, 10, rue Gazagne
 31300 Toulouse. Tél. (61) 42.03.30
Façonnage : M.D.P. 10 bis, rue des Teinturiers. 31300 Toulouse.
 Tél. (61) 42.12.48

ABONNEMENTS

Prix du numéro : 20 F
Abonnement : 5 numéros, 100 F (Etranger, DOM-TOM : 110 F Par avion, 130 F).
Abonnement de soutien : 150 F et plus
 Pour tout versement : Agora, CCP 3716-17.Y Toulouse
 Commission Paritaire : 62601
 I.S.S.N. : 0245-3630
 Dépôt légal : décembre 1984

Ont été mis à contribution pour ce numéro :

Julie Desgranges, Hervé Favreud, C.O.T., Trempas, Comunidad, Jean Hernandez, Jacques Pennes de Radio Adour, Kanaï, J.-L. Socram, Richard Prost des films du Village, H. Eersel, Ariane Gransac, l'équipe de rédaction et les copains et copines de la Scot Caractères, de l'Imprimerie Sacco et de l'Atelier de façonnage M.D.P. Les dessins originaux sont de Le Trouher Olivier. A tous, merci.



SANS FRONTIÈRE

- 18. *Pologne : A la recherche de Solidarnosc.*
- 20. *Colombie : luttes indiennes au cœur des Andes.*

ARGUMENTS

- 22. *Cinéma : « Euzkadi, hors d'Etat ».*
- 24. *Punks : Le retour des anarchos.*

NOTRE MÉMOIRE

- 26. *Déjà : Canaques en révolte.*

COPYRIGHT

- 30. *Enfermement : Prisons de femmes, femmes en prison.*

RUBRIQUES

- 17. *Agora : à suivre !*
- 29. *Kiosque : il pleut des livres.*
- 34. *Mégaphone : où, quand et comment.*
- 36. *Graffitos : peintures de la nuit.*

ARMÉE

LA SYMBIOSE EN MARCHÉ... AU PAS



EN matière militaire, plus qu'en tout autre, le bilan du gouvernement socialiste est lourd. Très lourd, dangereux pour la paix et nos libertés.

DOCUMENT

ALIGNEMENT sur la politique atlantiste, interventions néo-coloniales, professionnalisation accrue, inégalité du service forcée, montant des ventes d'armes inégalé,... la militarisation est d'autant plus accélérée que l'idéologie militariste a retrouvé une nouvelle jeunesse : protocole armée/santé, armée/science, armée/culture, les grands moyens sont mis en œuvre pour redorer l'image de marque de la soldatesque.

Premier des protocoles d'accord à avoir été signé, le 23 septembre 1982, entre Henu et Savary, le protocole armée/éducation vise à « améliorer l'information des jeunes gens et des jeunes filles sur les nécessités de la défense et la finalité du service national ». Or, si quelques voix se sont heurtées au renforcement de l'idéologie militariste, la majorité des enseignants et parents d'élèves l'ont accueilli avec scepticisme sinon indifférence. Un texte parmi d'autres, qui ne serait guère appliqué ? Voire. La symbiose est bel et bien en marche, comme l'atteste ce document interne à l'armée.

L'ARMÉE FAIT DU JOGGING

« **M**OYEN privilégié de provoquer des contacts fréquents entre militaires et enseignants, la coopération en matière de sports porte notamment sur le recrutement d'enseignants par les armées, la mise à disposition réciproque de moyens ou de personnes, la formation supérieure de militaires dans les cycles d'enseignement supérieur (EPS).

« Afin de faciliter l'affectation dans des postes de leur spécialité des militaires affectés ayant une qualification d'enseignant dans le domaine physique et sportif, les armées reçoivent de l'Education nationale la liste des jeunes gens qui se sont présentés aux examens de qualification, qu'ils aient été reçus ou non. Elles mènent des actions d'information dans les Unités d'Enseignement et de Recherches de l'Education Physique et Sportive (UEREPS). Ces procédures permettent une optimisation de la ressource, et une plus grande motivation des jeunes enseignants en éducation physique et sportive pour leur service national (...).

POUR CEUX QUI ONT UN KEPI ENTRE LES DEUX OREILLES

« **L**ES enseignements de défense dispensés dans les universités, grandes écoles et instituts ont été mis en place et développés sur l'initia-

tive et grâce aux impulsions données par quelques personnalités universitaires. Leur nombre, qui ne dépassait pas 12 en 1975, atteignait 40 en 1982. Il s'élèvera à 50 en 1984.

« Actuellement, neuf universités en région parisienne, quatorze dans les autres régions françaises, douze grandes écoles ou grands établissements scientifiques, dispensent plus de 40 cours, séminaires, séries de conférences en option dans les cursus propres à ces établissements. S'y ajoutent un Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) et cinq Diplômes d'études approfondies (DEA) de défense et des options défense ouvertes dans quatorze autres DEA ou DESS, quatre maîtrises et une licence (...).

DU KAKI A LA UNE

« **A**FIN d'utiliser leurs publications pour faire mieux connaître à leurs lecteurs les politiques, les objectifs et le fonctionnement de l'autre Ministère (les chefs des deux services d'information) procèdent par échange d'articles entre les publications ; en faisant des reportages en commun sur le terrain, donnant lieu à des publications pour diffusion au sein de chaque département ministériel.

« C'est ainsi, par exemple, que le SIRPA a adressé à tous les officiers conseils la brochures éditée par l'Education nationale sur l'enseignement primaire et secondaire en France et que le service d'information de l'Education nationale a diffusé mille exemplaires du numéro spécial d'"Armées d'aujourd'hui" (Défense-Education nationale).



LES LIVRES AU FEU, L'ARMÉE AU MILIEU

« **L**ES deux services sont convenus d'une utilisation réciproque de leur réseau de communication. Concernant les informations à diffuser, le groupe de travail a établi une liste non exhaustive des thèmes concernant la défense, susceptibles d'intéresser le personnel de l'Education nationale et réciproquement.

« Enfin, le groupe de travail, chargé de la réflexion sur l'élaboration de documents pédagogiques, met au point un document pédagogique à proposer aux professeurs d'histoire et de géographie des classes de troisième, première et terminale. Ce document doit permettre aux professeurs d'utiliser une pédagogie participative, pour initier leurs élèves aux problèmes de la défense, dans le cadre de leurs cours d'instruction civique. Ce projet a été soumis à une commission pédagogique qui réfléchit sur la façon de réintroduire ou développer l'instruction civique dans l'Education nationale.

« En marge de ces travaux, on constate depuis le début de l'année un accroissement sensible de prêts, par le SIRPA, de documents filmés à des enseignants de Paris ou la région parisienne (...).

« VOYAGEZ, NOUS FERONS LE RESTE »

« **B**ILAN des actions menées au niveau local (1^{er} trimestre 1983) : Il y a eu 1 106 visites

(Extraits de la « Note aux chefs de corps » n° 96, diffusée en avril-mai 1984 et reprise par l'organe d'information du réseau anti-symbiose : l'indispensable « Ramassis d'infos sur la militarisation de l'enseignement », n° 6/7, 15 F, à commander au C.O.T. B.P. 229, 81006 Albi Cedex). (Les intertitres sont de la rédaction).

d'enseignants et d'élèves organisées dans les armées, qui ont attiré 51 315 personnes. Les voyages sont en nombre plus réduit : 56 voyages ont touché 1 650 élèves et enseignants. Pour les voyages comme pour les visites, l'effectif moyen des visiteurs est respectivement de 29 à 46. Quelques 3 390 conférences d'officiers dans les établissements scolaires, relatives à la défense ou au service national, ont eu près de 165 000 auditeurs.

« La contribution des armées aux projets d'actions éducatives pourrait être largement améliorée. Les armées ont participé à près de 30 PAE parmi lesquels on peut citer : Un stage d'élèves de 1^{re} du lycée Eugène Delacroix de Maisons-Alfort à l'école de plongée de Saint-Mandrier ; une visite du groupe géographique de Joigny par une classe de cinquième du lycée Henri IV de Meulan ; le prêt du bassin de carène de la DTCN au LEP La Chesnay de Guingamp pour étudier la coque d'un voilier ; le soutien au lycée Franco-allemand de Buc (Yvelines) pour un voyage scolaire à Berlin.

« On peut mentionner également les aides directes fournies à des établissements de l'Education nationale : la cession d'un Fouga-Magister au lycée d'enseignement technique d'Alès (Gard), ainsi que la cession d'un autre Fouga-Magister accompagné d'un Flament MD 312 au LEP de Montmirault (Essonne) (...).

COURS ENSEIGNANT, LA SYMBIOSE EST DERRIERE NOUS

« **T**ROIS axes de recherche ont été définis qui doivent déboucher sur des propositions concrètes : le développement des projets d'action éducative centrés sur les droits de l'homme et les relations internationales ; la formation des formateurs civils et militaires dans les mêmes domaines ; la recherche d'une continuité de formation du citoyen entre l'enseignement et le service national.

- « Quelques propositions concrètes :
- information des enseignants sur les possibilités d'aide et de participation des armées aux PAE,
 - coopération concrète au niveau local entre les unités militaires et les établissements d'enseignement,
 - introduction dans les stages de formation continue des enseignants et des militaires d'une information sur les droits de l'homme dans le monde et sur les relations internationales,
 - accroissement de la participation des enseignants dans les sessions nationales et régionales de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (IHEDN),
 - généralisation de colloques pédagogiques entre enseignants et formateurs militaires.

« Au cours de la troisième réunion tenue le 12 janvier 1984, le groupe de travail chargé de l'information a avancé un certain nombre de propositions visant à améliorer la connaissance réciproque des deux ministères (...). Cette information devrait permettre d'associer davantage des parties à l'application concrète du protocole ».

INTERDICTIONS PROFESSIONNELLES

Y aurait-il, en France, des interdictions professionnelles pour délit d'opinion ? A l'heure où la soldatesque parade dans les établissements scolaires, des enseignants sont bel et bien inquiétés pour leurs opinions anti-militaristes.

Jean-Pierre Blache, professeur de philosophie à Villeurbanne (ville dont Hernu est le maire), vient d'être radié de l'Education nationale pour avoir osé écrire, à la craie, en octobre 83 : « Armée française hors du Liban ! » (ce qui, il est vrai, ne deviendra effectif que 6 mois plus tard).

Objecteur insoumis et instituteur, Bernard Jaudon a, lui, été condamné à 6 mois d'emprisonnement. La Cour d'Appel de Dijon a confirmé le verdict, la cour de cassation a rejeté le pourvoi, le 4 octobre 1984. Depuis lors, Bernard peut être arrêté à tout moment et se voir, lui aussi, radié de l'Education nationale. Le rectorat avait déjà tenté de le suspendre de ses fonctions, à la rentrée 83. Sa détermination et la solidarité de ses camarades lui avaient permis de continuer à exercer son métier. La pression auprès des autorités est, assurément, plus que jamais nécessaire.

A quand l'instauration d'une police de la pensée chère à Big Brother ?

SYNDICAT

PANCHO VILLA ACCUSE !

Lettre de l'intérieur de la CFDT

VOICI un texte explosif. Après sa publication, sous forme de "confettis commentés" dans Libé, il circule à présent, sous le manteau dans la Cfdt.

Nous nous devons de le publier dans son intégralité.

Bien sûr, par certains aspects, il ne s'adresse qu'à des cédétistes avertis ; mais, pour l'essentiel, il pose des questions à l'ensemble des militants syndicaux qu'ils soient chez Maire ou chez Krasuki : quel est le rôle social des syndicats aujourd'hui ? jusqu'à quel point accepterons-nous de les créditer d'une volonté de changement ?...

L'opposition CFDT, qui publie « l'alternative syndicale » ne peut que s'enrichir de l'apport de ce texte dans la mesure où il montre que la désyndicalisation frappe aussi de plein fouet ses propres troupes.



6

« **U**NE CFDT forte, active, au plus près des préoccupations des salariés... C'est sous cette enseigne que le dernier Conseil national de la CFDT a affirmé que « le potentiel d'énergie de ses syndicats n'est pas entamé », car « sans nier les difficultés du syndicalisme, les effets des restructurations, les organisations ne baissent pas les bras ». Bref, « pas de morosité ».

L y aura sans doute 2 millions 500 000 chômeurs à la fin de cette année. Des centaines de milliers de travailleurs sont sans ressources, la moitié des jeunes de moins de 24 ans sont au chômage ou dans des emplois précaires... La société duale n'est déjà plus un spectre du futur, elle est la réalité d'aujourd'hui. Elle progresse et s'organise au rythme des mesures prises pour l'aménager. A la multitude de statuts d'indemnisation du chômage, aux formations parking et aux TUC, s'ajoute maintenant la charité officielle pour « l'égout des voix étranges », baptisées, modernité oblige, « les nouveaux riches ». Ils encombrant nos carrefours, Fabius s'en est ému et a accordé une entrevue à l'abbé Pierre.



PENDANT LA CRISE, LA VENTE CONTINUE

Le syndicalisme reste le représentant institutionnel de la totalité des salariés, mais il n'en organise que le quart. Le syndicalisme est complètement largué. La CGT vend son archéo combattivité, FO ses antiquités, la FEN son monopole séculier, la CGC son corporatisme élitiste et... la CFDT sort de la tranchée en brandissant au nom de la « modernité » un « new look » des relations sociales : On est dans la même voiture, le patron tient le volant, le salarié tient la carte.

Pendant la crise la vente continue. Les travailleurs boudent ou désertent ? Edmond Maire est là pour redonner le moral aux militants : « *La démarche lancée il y a un an s'est consolidée. Chacun de vous y a pris sa part. C'est un encouragement fort à poursuivre et à approfondir ensemble la même démarche avec vigueur et tenacité. Et vous verrez, le ciel s'éclaircira* ». La même démarche ? Quelle démarche ? Celle indiquée quelques jours auparavant à la radio par le secrétaire général de la CFDT : « *Ce que nous espérons, c'est que le patronat sorte de sa tranchée les jours prochains. Il est possible qu'il se mette à jour, qu'il vive dans son temps, qu'il tienne compte des faits sociaux, du chômage, de nos propositions, de celles des syndicats et alors nous progresserons* ».

Le patronat ne sort pas de sa tranchée, mais il salue la CFDT : « *Voir un syndicat qui a peut-être contribué à renforcer la législation sur le temps partiel, le travail intérimaire et les contrats à durée déterminée revenir sur ses positions ne peut que nous réjouir* ». Et de conclure par un NON

« *à la création de délégués interentreprises, cette proposition risquant d'entraîner autant de contraintes que d'allègements* ». Paul Marchelli adresse ses félicitations perfides à la CFDT en saluant « *le courage de cette organisation ouvrière qui prend sa base à contrepied en exprimant des orientations répondant à des problèmes brûlants* ». Laissons le mot de la fin à Jean Kaspar qui déclarait à l'issue de la réunion du 16 octobre sur la flexibilité : « *Nous nous trouvons devant un patronat de plus en plus glouton* ».

Parler vrai, c'est dire que sous le terme de « flexibilité » - souplesse des horaires recours à des emplois précaires, étalement des seuils... - se cachent, à peine, les moyens permettant au patronat de mieux gérer son bétail, sûrement pas d'embaucher.

EDMOND LE MEDIATIQUE

A CE confédérale a eu en deux mois cinq ou six propositions différentes sur le pouvoir d'achat. Qu'importe, on n'a même plus la tête qui tourne. Edmond Maire « le médiatique » explique la politique de la CFDT sur l'écran magique et les militants se font interpellier le lendemain dans les boîtes. Pour peu que ces mêmes militants n'aient pas la télé, c'est bonjour les dégâts. Comme le disait un camarade « on a l'habitude ». C'est vrai que l'habitude naît des répétitions et qu'à force, elle devient patrimoine.

Tout paraît fonctionner de façon à ne déranger personne, mais tout n'est que façade. Le ciment dans la CFDT c'est le patriotisme d'organisation. « Etre ou ne pas être dans l'organisation », telle serait la question. Cette pratique quotidienne bat d'autant plus son plein que les orientations

sont inefficaces, que la maison-syndicat est bourrée à craquer en haut et de plus en plus désertée en bas. Quiconque s'éloigne de la ligne et pour n'importe quel motif se voit écarté. Hors des sentiers tracés, point de salut. Les directions syndicales n'organisent plus pour régler les problèmes, elles s'organisent pour faire taire ceux et celles qui s'interrogent.

La plupart d'entre eux se retrouvent ainsi placés de force devant le dilemme suivant : débattre dans l'organisation sur des sujets obligés, décidés arbitrairement en haut et de toutes manières à fonds perdus, ou débattre en dehors des cadres préétablis avec le risque d'être exclus ou marginalisés par les appareils. Quelquefois des militants craquent. On s'étonne, on se questionne et on oublie de leur demander pourquoi. C'est la crise, c'est le vide. C'est le chagrin de sentir le sol s'effacer. Ce sont les couloirs vides du nouvel immeuble confédéral.

C'est aussi « l'épanouissement des ambitions personnelles ». Quelques militants ont compris que la CFDT est devenue tellement institutionnelle qu'ils avaient tout à gagner à programmer leur carrière. Pourquoi pas !

La politique contractuelle, la négociation à tout prix, la « compréhension des réalités objectives de la situation économique »... Bref, faut s'adapter. Les mutants de la mutation sont là.

Pis encore, dans certaines structures les lieux de débats et de décisions ne sont plus que des miroirs sans tain. Derrière, les « caïds » contrôlent, suggèrent et finalement décident.

PAS DE PROBLEME DE CONSCIENCE, ÇA NUIT A L'EFFICACITE

LES mandats aux places institutionnelles sont l'enjeu d'un combat sans merci. Les syndicats sont mis hors jeu par quelques-uns qui décident d'en déboulonner d'autres en fonction de leurs ambitions personnelles. On retrouve les mêmes partout. Enfin quoi, aux Assedics, pour défendre les chômeurs on aura une majorité de conseillers du secteur public et nationalisé. Des spécialistes. Est-ce qu'un jour sera posé le problème des militants du public qui ne bossent pas dans leurs entreprises, ne sont contrôlés par personne et qui, sur la base du temps disponible, trusent tous les mandats de représentation.

Que penser de ce congrès départemental où l'on ne savait plus très bien qui dirigeait, du bureau de séance ou d'un responsable juridique et de plusieurs conseillers prud'hommes très influents dans les couloirs.

Et aussi, cette section d'une entreprise lorraine qui rue dans les brancards. Au cours d'une négociation le patron leur lance qu'il en donne assez à la CFDT, alors la section veut comprendre. Avec la lettre, c'est plus clair : la boîte finance le journal de l'Union régionale Lorraine, alors maintenant le patron demande à la section d'être compréhensive.



Cette fédération fait « efficace » en appliquant le principe : ce qu'on perd comme fric du fait de la baisse des adhérents, il faut qu'on le retrouve en permanents financés autrement. Pas de problème de conscience, ça nuit à l'efficacité. Un moyen simple : aller voir le patron d'un groupe et lui demander de financer un permanent qui, en réalité, travaillera pour la fédération. C'est simple et ça peut rapporter gros.

Pendant ce temps les fins de mois sont difficiles pour de nombreux syndicats. D'autres n'ont pas ces problèmes, ils ont des locaux et des permanents budgétisés par leurs ministères ou leurs directions. Ils ont aussi beaucoup de mandats bloqués contre toute petite avancée vers la péréquation des moyens dans l'organisation syndicale. Le syndicat des banques de Paris combattant l'amendement proposant la péréquation à un récent congrès, ça laisse rêveur ! Qui se souvient des Bourses du Travail ?

LA SAISON DES CONGRES

Le syndicalisme et la CFDT sont en crise d'incapacité à surmonter les divisions et inégalités entre salariés. La solidarité c'est pour les autres. Ainsi, la Fonction publique, dernier fleuron des marches Bastille-République vient de s'éteindre. On ne peut pas effectivement s'astreindre à défendre des statuts et des avantages, sans d'abord régler le problème crucial des diversités et des injustices de ces mêmes statuts. Mais pour ça, il faut réagir, et raisonner autrement. Faire parler sur ce sujet un postier et un prof du secondaire est plus difficile que de les faire défiler ensemble.

Gauche-droite, gauche-droite, gauche-droite... C'est la saison des congrès, gauche et droite affûtent leurs couteaux. « Intérieur à l'orga, extérieur à l'orga, flexibilité, rupture avec le capitalisme, recentrage, congrès de 70, nouvelles couches de salariés, secteurs traditionnels, classe ouvrière, pratique de masse... ». La rengaine continue. Championnat du monde d'échecs : la vingt-cinquième tentative de compromis entre chefs concernant la prochaine équipe dirigeante de l'Union régionale parisienne se termine par une partie nulle. Les syndicats n'ont toujours pas reçu le moindre texte sur la nature politique du clivage, 3 de droite, 2 de gauche, ou encore 2 de gauche et 1 de droite. On règne à 5 ou bien à 3. Faites vos jeux et votez bien.

Par quel miracle ces grandes messes célébrées d'avance que sont les congrès feraient-elles oblation de ce qui est refusé dans leur intervalle : la démocratie, le pouvoir réel pour les syndicats et les militants de débattre, décider et conduire leur orientation collective.

Aujourd'hui, la CFDT c'est le Sénat. On se moque de l'adhérent, l'organisation est une affaire de notables. A quand le congrès de grands électeurs comme au Sénat ?



LE LIVRE NOIR DE LA GAUCHE

On s'est beaucoup penché sur le malade ces derniers temps. De Gattaz qui s'inquiète du déclin du syndicalisme, à la Fondation St-Simon où « patrons éclairés » et responsables de la CFDT cherchent des issues, jusqu'aux couloirs du gouvernement où on s'interroge sur des projets de lifting du syndicalisme.

POUR UNE REVOLUTION DU SYNDICALISME

SYNDICALISTES, nous sommes mis au défi de nous libérer de modèles traditionnels de pensée et de comportement. Cela ne se fera pas fenêtres et volets fermés : « Le roi est nu », et les travailleurs sont les premiers à s'en rendre compte. Nous remettre en cause, y compris sur la réalité de l'intérieur de nos organisations, ne sera pas compris comme une preuve de faiblesse, mais comme une

invite à participer à la révolution culturelle du syndicalisme.

Comment organiser massivement les chômeurs, avec et sans statuts, pour la défense de leurs droits et de leurs revendications ? Ce débat serait déjà, en lui-même, une révolution. Ce serait le premier pas vers la sortie de crise, car c'est en donnant un contenu manifeste à son ambition sociale, à la réduction et au partage du travail, que le syndicalisme déculpabilisera les travailleurs et libèrera leur énergie.

Le syndicalisme peut-il renaître de ses cendres, sans que ceux et celles qui le font, les adhérents, les militants, les sections syndicales, les syndicats, débrident leur expression collective ?

Nous n'avons aucun intérêt à cautionner plus longtemps la solidarité des institutions en crise de représentativité.

22 novembre 1984
PANCHO VILLA

ECOLE

LE DÉBAT EST CLOS !



LA défense de la « Laïque » a été longtemps le cheval de bataille idéologique de la gauche républicaine et socialiste. Dans cette vieille institution, le pouvoir avait puisé ses cadres, ses adeptes et les moyens de la reproduction sociale. Mais voilà, depuis plus de dix ans, l'édifice se lézarde, se crevasse. L'énorme échec scolaire est là pour prouver que la machine ne fonctionne plus, ou plus exactement est en décalage par rapport aux demandes du patronat.

DEPUIS 81, aucun socialiste, évidemment, n'a remis en cause les finalités de l'enseignement, mais l'équipe Savary a essayé d'endiguer les ravages provoqués au niveau des élèves. Pédagogues, psychologues, sociologues en tout genre essayèrent de faire passer dans ce milieu des données éducatives élémentaires découvertes depuis des décennies. L'entreprise s'est avérée colossale : la petite bourgeoisie, dominante dans l'enseignement, s'est accrochée, à travers ses syndicats, au statu quo. La droite s'est engouffrée dans le débat et a profité massivement des timidités du pouvoir puis de ses visées électorales. A la fin de l'année 84, non seulement l'école privée se porte bien mais ses subventions, ses privilèges augmentent. Quant aux illusions entretenues par Savary, non seulement elles ont disparues mais le problème qu'elles tentaient, timidement, sans moyens réels, de résoudre, a été gommé. Il n'y a plus de problème éducatif en France, il n'y a qu'un enseignement à revoir.

Chevènement ou l'éducation à la japonaise

DES son arrivée au Ministère, Chevènement n'a entretenu aucune illusion. Plus clair même que la droite, il réaffirme sans complexe les finalités toujours dévolues à l'enseignement : s'il y a une crise, c'est que d'une part la reproduction sociale se fait mal (élite peu adaptée) et que d'autre part certains exclus du système ne constituent pas une main d'œuvre assez mobile. Le Ministère de l'Éducation Nationale est donc devenu étroitement dépendant de celui de l'indus-

trie. Ses modèles d'enseignement se trouvent au Japon et aux Etats-Unis, principaux concurrents économiques de la France. Comme le dit Chevènement lui-même : « L'Éducation nationale doit être le fer de lance de la modernisation ».

Le retour à J. Ferry

POUR faire passer ce type d'orientation, J.-P. C. a ressorti le vieux discours colonialiste de Ferry sur les élites et sur les « valeurs intrinsèques » du travail. Toutes les vieilleries qui ont permis le développement de l'exploitation au XIX^e siècle sont aujourd'hui de retour. Les avantages pour le patronat actuel sont d'ores et déjà énormes : par les contrats formation-entreprise, les lycées vont fournir, à la fois, l'ingéenering et la main d'œuvre mobile et bon marché. La réforme du supérieur a, elle aussi, pour but d'adapter l'enseignement à la restructuration industrielle actuelle. Aujourd'hui donc, la politique éducative du pouvoir a les

mêmes impératifs que le secteur industriel : rentabilité, dégraissages, modernisation.

En ce sens, Chevènement ne fait qu'affiner les finalités attribuées à l'école depuis sa création. Dans la mesure où la droite, mais aussi une bonne partie du corps enseignant, ne les a jamais remises en cause, on comprend non seulement le succès de son discours mais aussi l'apaisement qu'il a provoqué dans la quasi-totalité des syndicats, à l'exception du SGEN-CFDT.

Un nouveau ministère : celui de l'Instruction civique

J FERRY n'a pas été seulement un pourvoyeur de main d'œuvre. Héritier du positivisme, il a aussi contribué à créer, par instituteurs interposés, les « poilus » de 14. Chevènement s'est inspiré des mêmes sources. L'élitisme rassure tous les tenants des idéologies libérales et néo-libérales, qui sont de plus en plus nombreux. Le rappel des valeurs de la « laïque », du travail « bien fait », c'est pour beaucoup le souvenir d'une pseudo démocratisation de l'enseignement. Enfin, en accélérant la mise en place de la « symbiose » et en réintroduisant l'Instruction civique, Chevènement renoue avec la tradition du « citoyen-soldat ». A quand un Ministère Armée-Education ? En attendant, grâce à ces mesures plus que réactionnaires, la gauche a encore offert des fleurs au patronat !

Julie DESGRANGES

A CHACUN SON SYNDIQUÉ

LES trotskystes du PCI ne cessent pas de nous étonner. Ils constituèrent au sein de la FEN une tendance, le Front Unique Ouvrier (FUO). L'an dernier, rompant avec celle-ci, ils firent une entrée très remarquée à FO, et voici qu'aujourd'hui, à la veille d'élections professionnelles dans l'Éducation nationale, ils présentent des candidats. Ceci pourrait n'être qu'un épisode de l'histoire très mouvementée du PCI, et le secteur éducatif, depuis 1947, n'était le monopole de la FEN et du SGEN-CFDT. En effet, face aux 500 000 voix de la FEN et aux 100 000 du SGEN, la CGT, présente uniquement dans les LEP, et les syndicats de droite, font pou le poids. L'intrusion de FO transforme donc le paysage syndical. D'abord pour ceux qui croyaient encore à l'unité d'action, celle-ci s'avèrera plus difficile ; mais il y a plus grave pour les syndicats « de gauche » : FO a beaucoup de chances d'espérer les adhérents tentés par le « réalisme ambiant ». La remontée de la droite dans ce secteur aussi sera facilitée par la stratégie du PCI. A plus long terme, on peut imaginer un éclatement possible de la FEN, déjà fort tiraillée entre ses tendances PC et PS. A suivre.

NUCLÉAIRE

MURUROA, LEUR AMOUR

LAGONS, soleil, tiaré, colliers de fleurs et coquillages, Gauguin, Brel. « Sous le vent » ou Marquises, voilà, sous forme de carte postale, une certaine image de la France d'Outre-Mer. A 18 000 km de Paris, à égale distance de la Californie et de l'Australie, une centaine d'îlots s'étalent sur quatre millions de km².

COMME d'autres terres de part le monde, la Polynésie fut découverte par les Européens au XVI^e siècle mais ne fut vraiment colonisée qu'à la fin du XVIII^e.

En avant pour la colonisation

LES missionnaires anglais et français débarquent alors et se livrent une véritable guerre dont sont immédiatement victimes les croyances et les institutions des autochtones. Aujourd'hui encore, la très grande majorité des Polynésiens reste attachée à une Eglise, ce qui prouve que là aussi l'évangélisation a payé.

Dès le milieu du XIX^e siècle, le pouvoir local disparaît. En 1848, la reine Pomaré IV signe, sous la contrainte, un accord faisant de « Tahiti-Nui » un protectorat français. En 1880, c'est l'annexion pure et simple.

Le code Napoléon, imposé dans les îles, bouleverse les structures communautaires ancestrales. Ainsi, de procès en expropriation, les Maokri sont déposés de leurs terres. Ce transfert se fait surtout au profit des Demis, population issue de nombreux mariages mixtes. Aujourd'hui, ce groupe ethnique représente une classe sociale, européanisée et intégrée dans la bourgeoisie locale.

L'apparition des champignons vénéneux

JUSQU'EN 1960, ces îles subissent progressivement, le processus classique de la colonisation. Ainsi, elles fournissent, comme d'autres, leur contingent de chair à canon pour assurer la défense de « la Mère Patrie ». A partir des années 60, les choses changent. Boutés hors de leurs colonies africaines, les Français redécouvrent ce pays. Auparavant, en effet, le Sahara avait per-

mis l'expérimentation des bombes atomiques dans la haute atmosphère. A défaut de l'Afrique, les îles polynésiennes pouvaient devenir un champ idéal d'expérimentation pour les docteurs Folamour.

En 1963, est donc créé le Centre d'expérimentation du Pacifique (C.E.P.). Les atolls de Mururoa et de Fangataufa sont choisis comme centres de tir. Si, en France même, ces expériences provoquent peu d'émoi, il n'en est pas de même dans les pays voisins de la Polynésie. L'Australie, la Nouvelle Zélande, le Chili et le Japon obtiennent que les tirs en atmosphère soient supprimés. Qu'à cela ne tienne, ils se feront désormais en sous-sol.

On peut d'ailleurs noter que, depuis l'arrêt de ces tirs, la radioactivité a baissé dans tout l'hémisphère Sud. Mais l'action des pays du Pacifique Sud, demandant désormais la dénucléarisation totale de la région, n'a pas empêché les américains d'installer un centre d'essais en Micronésie.

Les nuisances... à l'heure atomique

EN attendant, la France continue ses expériences, presque en toute quiétude. Les observateurs officiels ne cessent d'affirmer que tout est pour le mieux dans le « meilleur des mondes ». La population est plus sceptique dans la mesure où, depuis le début des essais, aucune enquête médicale sérieuse n'a été menée. Par contre ce qui est sûr, c'est que le lagon, lui, a des problèmes.

En 1979, l'explosion d'une bombe bloquée dans un puits de forage, provoqua un raz de marée qui dispersa une grande quantité de matériel contaminé dans le lagon de Mururoa.

On sait aussi aujourd'hui que les expérimentations menacent la structure tectonique de l'île puisqu'elle s'enfonce régulièrement de deux centimètres par tir ; sachant qu'on procède, en moyenne, à



Les socialistes font la bombe en Polynésie.



cinq essais par an, le calcul est assez simple à faire...

C'est pourquoi, les Polynésiens proposent, sans humour à la métropole, de déplacer le champ de tir dans le Massif central dont le sous-sol basaltique présente les mêmes caractéristiques que celui de Mururoa. Bien sûr ces volcans peuvent se réveiller, mais puisqu'il n'y a aucune nuisance, pourquoi s'inquiéter ? Faudra consulter Tazief.

En attendant que les « Les Hautes Autorités Scientifiques Compétentes » se saisissent du problème, Mururoa vit toujours à l'heure atomique. Ses habitants ont vu passer les modèles les plus performants en matière de destruction : bombe A, H et certainement « notre » dernier cri : la bombe à neutrons.

Mais il y a pire dans l'immédiat. Car les tirs ne provoquent pas que des dangers écologiques.

Mururoa, colonie atomique du C.E.P.

L'INSTALLATION du Centre expérimental a entraîné des bouleversements extraordinaires dans la vie des Polynésiens. Si la tradition culturelle Maori n'est plus qu'un vestige, aujourd'hui, c'est l'ensemble du cadre de vie qui est transformé.

Le maintien du Centre suppose, pour la France d'assurer une « pacification » parfaite autour du site. Elle paye donc très cher pour bâillonner les représentants politiques locaux. Le « complexe » scientifique lui-même ne crée que très peu d'emplois qualifiés chez les autochtones. Par contre, l'argent des cadres, des militaires et des commerçants contribue à destabiliser l'économie locale. Comme dans d'autres pays sous-développés, la présence de cet énorme organisme qu'est le C.E.P. bouleverse et conditionne les structures du pays.

L'argent se trouve à Papeete, la grosse masse des Polynésiens aussi.

L'exode rural enfle de façon disproportionnée, la ville compte 80 000 personnes sur 150 000 habitants dans l'ensemble des îles.

développées, les bidonvilles entourent les beaux quartiers de la capitale.

En fait, la France a transformé les Maohris en peuple totalement assisté, incapable de vivre sans les subventions de l'Etat.

Mais attention, la vache à lait ne nourrit pas tout le monde. Elle profite surtout aux commerçants chinois et aux Demis, farouches partisans de l'appartenance à la France. Dans le ghetto maohri, par contre, la délinquance, l'alcoolisme, la prostitution et la misère sont là pour montrer l'envers du décor.

Depuis quelques années, cette situation totalement déséquilibrée a engendré le racisme envers le Popaa, le blanc. Ils sont en effet 13 000 fonctionnaires métropolitains à avoir été attirés vers ces îles où les salaires sont largement supérieurs à ceux pratiqués en France. Quant aux jeunes Polynésiens, venus étudier en Europe, leur retour est toujours très difficile. Que sont-ils, Français ou Polynésiens ?

A la recherche d'une identité culturelle, certains d'entre eux ont formé un parti politique (le « la Mana Te Nunaa » : Que le peuple prenne le pouvoir). Il se réclame du socialisme autogestionnaire et affirme dans son organe, le journal la Mana : « *Où que nous tournions la tête nous n'apercevons dans les entreprises que l'argent, l'assistance et la répression. Est-ce suffisant pour bâtir l'avenir d'un peuple ? La seule alternative sérieuse à cette politique demeure l'indépendance socialiste-autogestionnaire de la Polynésie bâtie sur la culture Maohri.* »

Ce groupe politique se retrouve aujourd'hui aux côtés du parti des frères Ching (« le Ta Taata Tahiti Tiama » : Le Tahitien libre), qui s'était distingué par quelques actions violentes.

Ces deux partis agissent de concert avec la dynamique association écologique

(« la Ora Te Natura ») qui, avec l'aide de Greenpeace, se charge de l'information et de la lutte contre le nucléaire.

Quelle indépendance pour les Polynésiens ?

L'INDEPENDANCE pour les Polynésiens est à l'ordre du jour et l'exemple de Nouméa pourrait être suivi. Mais le retrait des Français suppose une refonte totale des structures économiques actuelles. En effet, que serait une indépendance si le départ du C.E.P. signifiait l'installation d'intérêts américains ou autres. On sait ce que ce type de « changement » a provoqué ailleurs.

Les Polynésiens indépendantistes poussent dans le sens d'un développement aquacole qui pourrait déboucher sur une exploitation industrielle assez rapidement. En effet, dans les eaux territoriales polynésiennes, on a découvert des champs de nodules, minerais riches en cuivre et en nickel. Mais il y a un inconvénient : l'exploitation nécessite un fort investissement de départ et une technique sophistiquée et donc chère. Or, seuls les Etats-Unis et la France semblent réellement maîtriser ces procédés à l'heure actuelle.

Si la dénonciation des essais nucléaires est nécessaire, elle suppose aussi une remise en cause de ce type de colonisation. Mais il faut aujourd'hui aller plus loin : l'indépendance indispensable n'aura réellement de sens que si les Maohris imposent des dédommagements à la France. Ce n'est que par le biais de ce type de contrat (et il y a eu le précédent du gaz algérien) que les autochtones pourront reconstruire.

Si les essais nucléaires dans le Pacifique Sud doivent cesser, c'est aussi pour que l'indépendance de ces régions soit réelle.

TREMPAS

GROSSES TÊTES

Saint-Simon, priez pour la

La Fondation St-Simon,

C'ÉTAIT donc l'apologie de l'élitisme, de la liberté industrielle, qui devaient conduire la société vers l'harmonie universelle. Saint-Simon fit école aussi bien dans la stratégie de mise en place du réseau ferré français que dans le domaine des idées puisqu'il fut à l'origine du positivisme d'A. Comte. Mais aujourd'hui le bonhomme serait bien oublié si la « nouvelle gauche » ne l'avait exhumé. Ainsi est née une nouvelle « école ».

LA FONDATION SAINT-SIMON

L'APPELLATION seule frise bon son XIX^e. Mais il s'agit plus d'un club de « branchés » que d'une secte de doux rêveurs.

Créée en juillet 1982, elle a son siège à Paris. Dès le départ, ses objectifs furent ambitieux : « *Développer l'analyse du monde contemporain et favoriser la rencontre entre les chercheurs en sciences sociales et les acteurs de la vie économique et sociale* ». Elle s'adresse donc, sans aucune équivoque à l'intelligentsia des énarques et aux patrons d'entreprise.

Que les petits et sans grade s'abstiennent donc. D'ailleurs pour éviter les confusions, le montant des cotisations permet de séparer le bon grain de l'ivraie : 120 000 F par an, telle est la somme versée par les quinze PDG qui en sont membres.

DE QUOI QU'ON CAUSE CHEZ CES GENS ?

L'ES nouveaux saint-simoniens qui, dans l'échiquier politique, se recrutent de la social démocratie au centre droit, sont à la fois apparentés au rocardisme (qui a bien disparu de la vie politique), à la « deuxième gauche » et au libéralisme made in U.S.A. C'est pourquoi certains les surnomment, non sans malice, les « gaucholibéraux ». Mais dans cet imbroglie apparent, c'est surtout le patronat qui y reconnaît ses petits.

La fondation, nouvelle adepte du vieux libéralisme, redécouvre des idées éculées mais qui, en temps de crise économique, ont toujours fait

« **O**n a les saints qu'on mérite », du moins certains le disent. Et bien celui-ci n'a été le martyr d'aucune cause et, pour tout dire, était plus en odeur de franc-maçonnerie que de sainteté. Mais il fut au début du XIX^e siècle, l'apôtre de certains grands patrons. Pour Saint-Simon, l'élite de la société se trouvait chez les « producteurs », entendons ceux qui détiennent le pouvoir économique. A eux la gestion de la société, l'Etat n'étant là que pour « garantir les travailleurs de l'action improductive des fainéants, maintenir sécurité et liberté dans la production ».

fureur. Aux Keynésiens prônant l'intervention de l'Etat, ils préfèrent que « *la régulation se fasse naturellement* » c'est-à-dire que la concurrence exacerbée aujourd'hui permette surtout le maintien des entreprises « à profit ». Ils sont donc favorables à ce que, dans d'autres temps, on appelait, la loi de la jungle. C'est ainsi qu'ils dénoncent l'Etat, dans ses aspects sociaux. C'est là l'aspect « *libertarian* » des nouveaux saint-simoniens. Mais que dénoncent-ils réellement ? La Sécurité Sociale, l'aide aux chômeurs, etc. Que veulent-ils ? La médecine « *à deux vitesses* » (cliniques privées pour les uns et dispensaires pour les autres), développement des compagnies d'assurances et des mutuelles privées. Evidemment, compte tenu du nombre élevé de PDG d'entreprises nationalisées membres de La Fondation, les contraintes de l'Etat-entrepreneur ne sont jamais mentionnées. On n'est pas fou chez les saint-simoniens. Mais, par contre « l'Etat providence » doit s'estomper. Et l'on sait ce que cette disparition provoque, aujourd'hui, aux U.S.A. !

LA « MODERNITE »

EN guise de modernité, la Fondation a redécouvert encore une fois, tous les poncifs du XIX^e siècle. Au nom du « *nouveau look* », « *Libération* », porte-parole du courant « libéral-libertaire », consacre toute son énergie créatrice aux pages « spectacle ». Pour le reste, l'économiste Rosanvallon fait l'apologie du

capitalisme branché maintenant sur les logiciels. Les vieux Maos ont découvert l'ordinateur et les joies du profit. Dans 20 ans, je vous le parie, ils feront leur autocritique, encore une...

Mais, pour le moment, la Fondation baigne dans l'euphorie créatrice. Son travail a surtout consisté à créer un consensus sur un certain nombre de thèmes précis. Porteuse de l'idéologie de la petite bourgeoisie aujourd'hui massivement installée dans tous les nouveaux créneaux créés par le pouvoir, la Fondation est devenue le club de « *la modernité* ». Elle rassure ses fidèles en leur prouvant « *scientifiquement* » qu'il n'y a pas d'alternative à la crise. D'ailleurs, dit-elle, la crise est surtout celle des



« nouvelle gauche ».

vous connaissez ?

« valeurs ». Voilà ainsi créé un cadre de réflexion qui rassure le patronat et offre aux jeunes loups, petits et grands, un champ d'activité dans lequel la « découverte » du modulaire vaut celle de la machine à vapeur. Et puis, surtout, du moment que ça paye, un peu, et qu'il y a un pouvoir à prendre...

La Fondation, et à travers elle tous les courants qui s'en réclament peu ou prou, a ainsi accredité l'idée de la nécessité impérieuse de l'innovation technologique et gestionnaire. Les « dégraissages » ont succédé aux « licenciements économiques ».

A travers ces nouveaux saint-simoniens, c'est la CFDT, et son large courant néo-rocardien, mais c'est aussi l'abbé Pierre que l'on retrouve.

DE MONTAND À L'ABBE PIERRE

CHACUN se souvient du show de Montand dans « *vive la crise* ». L'opération « médiatique » avait été montée de main de maître par le gratin des saint-simoniens : Minc, Nora, Albert, « Libération ». Rien ne manquait à ce vidéo-clip sur la « modernité ». Toutes les « vertus » du libéralisme étaient montées en épingle. On vit même une pauvre soviétique tomber en pâmoison devant 25 marques de savonnettes. Les 4 millions de chômeurs qu'il y a en France, ont vraiment dû apprécier l'émission à sa juste valeur.

Aujourd'hui, le produit Montand semble légèrement détérioré. L'abbé Pierre a pris la relève. Ce nouveau Monseigneur Glomp joue de tous les thèmes chrétiens (et ça c'est un peu rétro). Récemment, il accusait les fonctionnaires en grève de faire preuve d'égoïsme face à tous les chômeurs. Ces thèmes éculés relevant de l'assistantat missionnaire, ont fait déjà fureur dans les corons du Nord au XIX^e siècle. Ils ont permis à la bourgeoisie locale de distribuer avec très bonne conscience, des petits pains, à Noël, à « ses » pauvres, en même temps que « nos » curés évangélicisaient « nos » colonies.

La critique de Saint-Vincent de Paul Abbé Pierre n'est plus à faire. Cependant les thèses qu'il défend apportent de l'eau au moulin de la

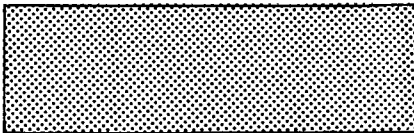
Fondation.

d'ailleurs élargi son champ d'investigation. Elle organise des colloques ouverts uniquement à un public « éclairé », comme le disent sans équivoque les placards publicitaires publiés dans « Le Monde ».

Les thèmes choisis montrent que la réflexion sur la crise touche à sa fin. Par contre, les idées sur « *les racines du pacifisme allemand* » et « *les origines intellectuelles du terrorisme* » sont plus à l'ordre du jour. Gageons que, de ces nouvelles élucubrations, la Fondation tirera la nécessité « d'assainir » la société. Les chômeurs deviendront, grâce aux médias les privilégiés de la paix sociale. Et le vrai Saint-Simon ne se retournera pas pour autant dans sa tombe : il avait toujours prié pour la survie du libéralisme.

Un jour, lorsque d'autres modes l'y inviteront, la Fondation disparaîtra. Mais le « look moderniste » qu'elle a contribué à créer continue à anesthésier bien des milieux. Pour combien de temps encore ?

Julie DESGRANGES



La Fondation Saint-Simon ou le gratin de la pensée moderniste

Direction : R. Faurol, président du C.A. de l'Institut catholique de Paris ; PDG de Saint-Gobain.

Secrétaire général : Rosanvallon, ex permanent CFDT.

Trésorier : A. Mino, PDG d'Air Industrie, Directeur financier de Saint-Gobain.

Quelques membres de la Fondation :

J. Boissonat : « L'Expansion ». J.-P. Brunet : PDG CGE.

M. Cotta : Haute Autorité. J. Daniel : « Nouvel Observateur ».

D. Dauterme : Crédit du Nord. F. Jacob : Institut Pasteur.

J. Julliard : ex Bureau national CFDT. S. Kampf : PDG de Cap Gemini.

J. Kaspar : Commission exécutive CFDT. Leroy-Ladurie : Historien.

M. Levy : Vice-président Publicis.

Y. Lichtenberger : CFDT

G. Martinet : Ambassadeur à Rome. E. Morin.

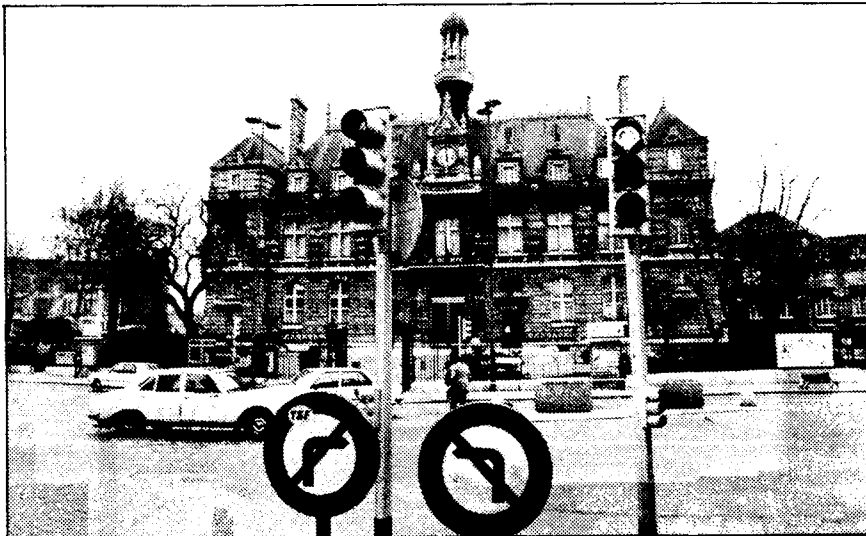
S. Nora : ENA. J. Peylevade : président Indosuez.

J. Rigaud : PDG de RTL. M. Théret : CA de Thomson.

R. Thomas : Président de la BNP.

G. Worms : Directeur général Rhône Poulenc.

Membres de la fondation et actionnaires de « Libération » : M. Albert (PDG AGF), S. Juy, G. Klejman, Ph. Meyer, A. Minc, P. Nora, A. Riboud (PDG de BSN entre autres), Y. Sabouret.



DOUGLAS BRAVO

DES LIBERTAIRES
AU VENEZUELA

AU Venezuela, l'actualité récente et les élections municipales de mai 1984, ont fait à nouveau apparaître sur la scène politique, un personnage très célèbre en Amérique latine, Douglas Bravo.

L'histoire de D.B. et plus particulièrement du « dougladisme » débute au Venezuela à partir des années 60. A cette date, le Parti Communiste Vénézuélien, auquel il appartenait, décida d'arrêter la lutte armée. D.B. fit partie de ceux qui refusèrent d'appliquer cette nouvelle stratégie et il contribua à fonder le Parti de la Révolution Vénézuélienne, véritable groupe militariste. Mais à mesure que la démocratie bourgeoise se consolidait dans le pays, le P.R.V. perdait de sa crédibilité.

Dans la première moitié des années 70, une série de débats amenèrent un changement : les aspects militaristes furent abandonnés au profit d'une recherche théorique. C'est ainsi qu'à travers une série d'articles parus dans la presse, D. Bravo commence à développer des thèses libertaires, à présenter des points de vue alternatifs. Bien qu'il se déclare hors du mouvement anarchiste révolutionnaire, il se rapproche du courant « communaliste » (qui n'est pas syndicaliste), que l'on retrouve dans la F.O.R.A. argentine.

Le 27 mai dernier, eurent lieu au Venezuela des élections municipales auxquelles participèrent certains groupes liés au « Dougladisme », bien que la plus grande partie du P.R.V. refusa son soutien. Celui-ci est aujourd'hui assez bien implanté dans certains quartiers de Caracas et dans quelques syndicats.

L'évolution politique de D.B. et de ses amis est très significative. Ils envisagent d'appeler désormais le P.R.V., « Le Mouvement Libertaire ». Aujourd'hui, au Venezuela, tout ce courant de pensée libertaire représente une alternative dans laquelle se reconnaissent de plus en plus de gens.

Voici une interview réalisée pour le journal « El Nacional » de Caracas par R. Giusti, en juillet 1984.





R.G : Tu parles souvent de la force anti-parti et autogestionnaire. De quoi s'agit-il réellement ?

D.B : Les vieilles civilisations orientales et occidentales ont inventé des structures d'organisation indispensables à leur survie : l'Etat, l'entreprise, la famille patriarcale. Le parti, est la synthèse de toutes ces structures. Si l'on parle aujourd'hui de crise de civilisation, celle-ci touche aussi la notion même de parti. Au Venezuela cela s'exprime de la façon suivante : les partis politiques, quels qu'ils soient, sont traversés par trois types de questions ; d'abord, les groupes réactionnaires essaient d'implanter à travers le fascisme, la dictature des partis. Ensuite, ces mêmes partis tentent de se transformer en confiant les postes de direction aux nouvelles générations de militants.

Pour moi, cette démarche me paraît bien utopique. Enfin surgit la troisième question, celle qui pose un problème de fond. Si le système des partis a été engendré par une civilisation industrielle, productiviste, organiser une autre civilisation implique d'imaginer une structure organisationnelle différente de la précédente ; elle doit être être alternative et distincte d'un parti. Elle doit être l'expression d'une démocratie directe, autogestionnaire, totalement opposée aux idéologies dominantes actuelles.

Les partis politiques sont l'expression d'une idéologie verticale, omnipotente et autoritaire, centralisée, que l'on retrouve dans la structure même de l'Etat. Au contraire, la force dont je parle, s'appuie sur une pensée politique différente, égalitaire, plurielle,

diverse, libertaire. Elle est dans son essence même anti-parti.

CONTRE LA DOMINATION DE LA MACHINE

R.G : A partir de cette conception, quel est le modèle de société que tu proposes ?

D.B : Les penseurs du siècle dernier ont décrit une société sans Etat, sans classe sociale, sans exploitation de l'homme par l'homme. Mais au bout du compte cette société n'existe toujours pas.

R.G : Comment expliquez-vous cela ?

D.B : Ces pensées étaient aussi issues d'un modèle productiviste, dans lequel la machine joue un grand rôle. Or, le machinisme n'est pas neutre. Il engendre des schémas idéologiques et organisationnels :

la division du travail, l'existence d'une élite et donc de subalternes. On retrouve ceci aussi bien dans le capitalisme qu'au pays du « socialisme réel ».

R.G : Mais ce sont les seuls modèles connus capables d'engendrer richesse et travail ? Y-a-t-il d'autres modèles ?

D.B : Bien sûr. Nous proposons un modèle scientifico-technologique qui permette une relation harmonieuse entre l'homme, la machine, la nature. Depuis le début de l'humanité, des systèmes non basés sur la rentabilité ont existé. Si aujourd'hui, l'ensemble du monde subit une exploitation maximale et si la nature est agressée violemment, et ceci n'est nié par personne, il s'agit alors de créer une nouvelle société. Peut-être demain sera-t-il trop tard.

L'ETAT DOIT DISPARAITRE

R.G : Tu disais que l'une des expressions de cette vieille société est l'Etat. Faut-il qu'il disparaisse pour qu'une nouvelle civilisation apparaisse ?

D.B : Il y a une peur extraordinaire à rechercher l'inconnu. C'est un saut dans le vide. Plutôt que l'insécurité individuelle et collective, on préfère la sécurité autoritaire offerte par l'Etat. Mais si l'Etat disparaît, il naît une société nouvelle, sans délégation, sans structures de pouvoir.

R.G : Mais cette disparition, devra-t-elle être progressive ou immédiate ?

D.B : Immédiate. Les solutions surgissent toujours de la crise. Jamais on n'a offert aux gens de s'organiser eux-mêmes.

R.G : Mais c'est du pur anarchisme ?

D.B : Cela y ressemble. Mais beaucoup de propositions anarchistes ont dévié vers l'autoritarisme et le dogmatisme. L'anarchisme n'a jamais voulu créer un modèle scientifico-technologique. Par contre, il a vu juste en ce qui concerne l'Etat. Mais si tu ne remplaces pas le vieux

modèle, il faut à nouveau recourir aux vieilles formules centralisatrices, autoritaires.

R.G : Comment fonctionnera une société dont la base se trouve dans la désorganisation ?

D.B : Il existe une confusion de langage. Ce n'est pas parce qu'il n'y aura pas d'Etat ; d'appareil autoritaire, qu'il n'y aura pas d'organisation. Au contraire. La nouvelle organisation sera plus forte. Mais elle sera basée sur la démocratie, l'autogestion.

UN NOUVEL ESPACE DEMOCRATIQUE

R.G : Quelles seront les caractéristiques de cette organisation ?

D.B : L'humanité a fait déjà des tentatives dans ce sens. Mais elles ont disparu dès qu'ont surgi l'Etat, le parti, l'ordre. En janvier 58, il y a eut des luttes importantes dans le pays. Nous étions alors animés par une conception très centralisatrice : nous imposions nos critères et notre contrôle. Le résultat fut une forte démobilisation et la disparition de tout pouvoir créateur chez les militants, dans les luttes.

Lorsque surgissent des mouvements alternatifs, les partis politiques perdent leur rôle de leader. Et cela est vrai aussi bien dans les syndicats que dans les associations.

Certains entendent le socialisme comme l'extension de l'espace démocra-

tique. D'autres, plus avant-gardistes, envisagent une réduction de cet espace afin de développer des affrontements directs. Il y a une autre position, c'est celle qui veut créer un autre espace, populaire, autogestionnaire, ample, véritable moteur de la solidarité.

R.G : Mais comment ouvrir cet espace sans qu'il y ait des conflits ?

D.B : En commençant par le bas, avec une activité locale. Mais chaque parcelle de pouvoir conquise signifie un affrontement avec les forces de l'ordre. Il faut aussi apprendre de nouvelles formes de lutte.

Les révolutions de ce siècle n'ont pas engendré de nouvelles relations sociales. Ça a toujours été

un affrontement de deux machines militaires. Ils s'agit maintenant de l'affrontement de deux civilisations.

R.G : Mais concrètement, comment s'expriment ces nouvelles formes organisationnelles.

D.B : A l'intérieur du P.R.V., au contact avec les luttes, des oppositions ont surgi entre la vieille structure partidariaire et les nouvelles propositions. De nouvelles formes organisationnelles surgiront. Les discussions qui auront lieu en juillet à Guama doivent nous permettre aussi d'affirmer notre projet philosophico-politique...



DES LIBERTAIRES AU VENEZUELA

... 750 lecteurs de plus, 67 francs de soutien par abonné.

Nous y sommes presque et Agora reparait...

AGORA, LA FORCE D'EXISTER

CHRONIQUE DU DROIT

P LUSIEURS messages reçus disent ces simples mots : «vous n'avez pas le droit d'arrêter!». Signe réconfortant. Agora dépasse l'équipe de rédaction, devient l'affaire de ses lecteurs. Nous avons reçu plusieurs propositions de collaboration auxquelles nous avons répondu avec plaisir. Ainsi, dès le prochain numéro, Agora s'enrichira (sic) d'une rubrique sur le front musical réalisée par la F.R.T. (Fraction Rock Terrorist). D'autres projets s'élaborent peu à peu. Oui, le numéro présent est imparfait et nous en sommes conscients. Trop bousculés par nos propres événements, nous avons été obligés de «laisser passer» des informations importantes : la rencontre anarchiste de Venise, les événements de Nouvelle-Calédonie et la grève des mineurs anglais en sont les exemples les plus fragrant. En nous aidant, nous pouvons améliorer encore considérablement cette revue à laquelle nous semblons tous tenir. Alors, par exemple, appel aux traducteurs d'anglais, de grec, d'allemand... et rendez-vous au prochain numéro.

LE LECTEUR N'EST PAS LAS, IL EST ICI !

V OS coups de téléphone ont été nombreux pendant cette période d'interruption. Chaleureux et encourageants. L'idée n'était pas mauvaise, alors, on continue. Au (61) 59.24.01, le répondeur automatique d'Agora vous donne de ses nouvelles et recueille vos messages. Agora vous parle et vous lui parlez. Téléphonnez-lui !

Quant au courrier, on croule. Pas de place dans ce numéro pour en publier les extraits les plus intéressants. Alors, rendez-vous au prochain numéro pour lire vos bonnes lettres.

A tous ceux qui ont fait le geste d'appeler ou d'écrire, sachez que même si nous n'avons pas eu le temps matériel de vous répondre individuellement, nous avons pris bonne note de vos remarques et propositions.

T'AS PAS CENT BALLES !

P OUR pouvoir reparaitre dès cet hiver, nous avons besoin de 2 millions de centimes. La majeure partie de cet argent devait être consacré à payer le numéro que vous avez entre les mains. Voilà qui est fait. Le reliquat allait permettre une promotion plus vaste que les quelques adresses habituelles. Et là, il en manque. Mais si peu. Trois mille francs encore et l'objectif fixé sera atteint. Un succès. Comptes clairs, voici la liste des souscripteurs. Merci à eux. Pour les autres qu'ils fassent vite s'ils veulent être sur la prochaine.

Bellorget (67) ; Nony (100) ; Molinaro (100) ; Pelletier (67) ; Ballesta (100) ; Cools (70) ; Saintis (67) ; Garel (67) ; Roux (67) ; Sernic (50) ; Douillard (100) ; Laveix (150) ; Escudero (100) ; Costa (100) ; Bernard (100) ; Dueso (67) ; Rozan (70) ; Jacquemoud (70) ; Thebault (500) ; Cellier (67) ; Barthélémy (100) ; Gentis (50) ; Bertrand (167) ; Torrent (67) ; Anglade (150) ; Bataillon (100) ; Rabataud (100) ; Magne (100) ; Hebert (20) ; Gras (100) ; Mahieux (67) ; Groupe libertaire Rennes (200) ; Joly (70) ; Crosnier (67) ; Groupe F.A. Toulon (150) ; Billard (67) ; Salamé (200) ; Guilloux (100) ; Collombet (100) ; Rigail (100) ; Sionneau (100) ; Laffranque (200) ; Chion (80) ; Lavie (150) ; Eclancher (100) ; Arnal (200) ; Deladrière (100) ; Cibot (67) ; Viguie (100) ; Mirimaniantz (200) ; Alvarez (200) ; Marcos (100) ; Desque (200) ; Ariso (150) ; Gayet (200) ; Ettouati (80) ; Foisnon (100) ; Kubiak (100) ; Gache (20) ; Groupe de lutte anarchiste Pau (150) ; Leseigneur (150) ; Delclitte (70) ; Morand (67) ; Barrue (100) ; CARG, Genève (1000) ; Mercelot (67) ; Mormiche (150) ; Hervé (100) ; Chapuis (100) ; Brunet (67) ; Massot (67) ; Clo-teau (70) ; Alteirac (100) ; Lingueglia (50) ; Buck (70) ; Petit (300) ; Gandini (200) ; Denis (67) ; Desmou-lins (100) ; Spinner (100) ; Boussard (100) ; Barthélémy (67) ; Leguevaques (500) ; Robert (50) ; Raymond (70) ; Prost (67) ; Lamotte (67) ; Caparros (50) ; Potier (67) ; Leroux (100) ; Jacques (100) ; Rous-seau (67) ; Salesses (67) ; Lyphout (67) ; Lechat (100) ; Vent Debout (67) ; Onzenac (50) ; Ferrara (50) ; Leseigneur (67) ; Hall, Canada (80) ; Tremel (67) ; Escartin (100) ; Ariso (100) ; CUL (100) ; Morvan (80) ; Laroumanie (100) ; Cariou (100) ; Guemas (70) ; Bee (134) ; Garet (67) ; Babin (67) ; Edel-Otte (67) ; Boucher (100) ; Hubert (50) ; Angrand (50) ; Tanneau (100) ; Letondor (67) ; Jouandeau (50) ; Sombsthay (50) ; Daon (20) ; Le Moign (30) ; Colliot (30) ; Denis (40) ; Bouveret (50) ; Thalier (100) ; Maze (67) ; Masson (67) ; Torres (100) ; O. et JPA (100) ; Sans (70) ; Mystag (37) ; Babin (67) ; Karagiannis (50) ; Andrieux (67) ; Fournier (67) ; Gault (30) ; Gaudin (100) ; Makhno (150) ; Mauriet (150) ; Magnin (67) ; Monnier (30) ; Lopez (67) ; Barbero (67) ; Bruneau (100) ; Cazeilles (100) ; Foisnon (60) ; Lopez (67) ; Philippe (100) ; Philos (200) ; Combat Syndicaliste (100) ; Serres (110) ; Rouquier (100) ; Auclair (20) ; Fauré (87) ; Luçon (100) ; Bianco (100) ; Auzanneau (100) ; Plageoles (100) ; Long (100) ; Joanin (100) ; Cochais (67) .

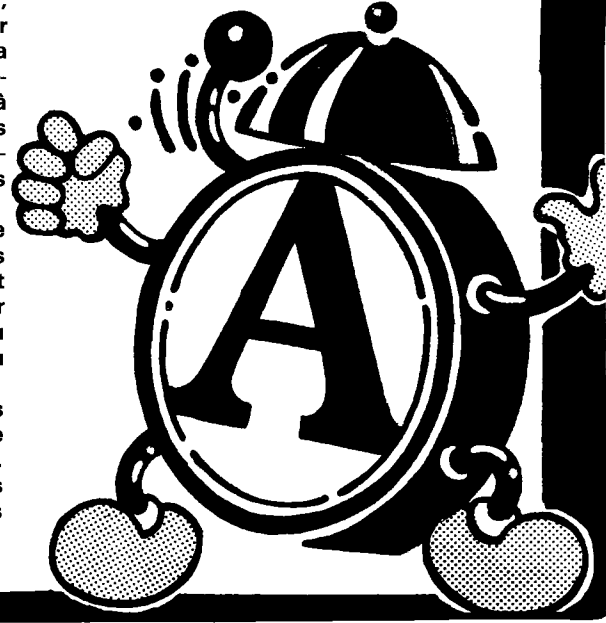
TOTAL AU 5.12.84 : 16649 FRANCS

PENDANT LA PARUTION LA CAMPAGNE CONTINUE

G RACE aux nombreuses adresses que vous nous avez adressées, le nombre d'abonnés a fait un saut en avant, passant de 300 à 450. C'est bien, mais... insuffisant pour assurer convenablement l'avenir de la revue. Pour gagner d'autres abonnés, pas de mystère : continuez à nous envoyer des adresses d'amie(s) à qui nous ferons parvenir des spécimens gratuits d'Agora.

Merci aussi aux lecteurs qui se sont volontairement transformés en diffuseurs. Là aussi, un effort est à poursuivre pour s'implanter dans les trop nombreuses villes où nous sommes encore trop peu connus.

Des adresses de lecteurs potentiels, de nouveaux lieux de diffusion : la bataille continue. Mais, maintenant, nous savons que nous pouvons compter les uns sur les autres.



POLOGNE

Les mineurs polonais envoient leur soutien aux mineurs anglais en grève.

« **L**A TKKG du syndicat *solidarité*, qui agit dans la clandestinité proteste vigoureusement contre l'actuelle politique du gouvernement en ce qui concerne la disposition de notre plus grande richesse, le charbon. La conquête des marchés étrangers, grâce à la pratique des prix concurrentiels, c'est-à-dire des prix inférieurs à ceux du marché mondial, c'est :

« Premièrement, une remise en cause des accords de Jastrzebie, où il a été dit clairement que le charbon, constitue une richesse nationale et qu'on devrait l'exploiter de manière rationnelle. Avec de tels prix de vente, tout investissement dans l'extraction du charbon ne peut que renforcer le déficit de l'économie nationale.

Deuxièmement, la politique du gouvernement est en contradiction avec les positions proclamées officiellement où il est question du respect de la dignité du métier et de l'effort du mineur. Troisièmement, le commerce du charbon se fait sans contrôle social. Le gouvernement n'est pas le propriétaire des mines, donc il ne doit pas disposer librement de cette richesse nationale. Il n'y a que les « mauvais » capitalistes et les dictateurs qui se conduisent ainsi. Quatrièmement, cette politique du gouvernement menace des intérêts élémentaires de nos frères mineurs d'autres pays, en les privant de travail. Nous espérons que les autorités du parti et de la diète soi-disant « populaire » s'expliquent devant leur peuple sur ce qu'il en est. Aux mineurs anglais en grève : la TKKG du syndicat *Solidarité* dans la clandestinité vous transmet le salut fraternel et l'expression de soutien et de solidarité avec votre lutte pour le droit au travail. Nous savons de notre propre expérience ce que signifie rester sans travail, c'est pourquoi nous ferons notre possible pour soutenir votre initiative y compris dans l'action. La protestation envoyée au gouvernement et à la Diète est un premier pas pour soutenir votre lutte ».

Commission provisoire des mines (TKKG) du syndicat *Solidarité* de Haute Silésie (Texte diffusé par la radio clandestine *Zwyczajny*, le 17 juin 84).

A LA RECHERCHE DE SOLIDARNOSC

ON ne dira jamais suffisamment l'importance du tournant historique, pour *Solidarnosc*, d'août 81. A la veille d'une grève générale, des militants furent bastonnés par la police. Pour la première fois, les « pompiers » du syndicat, Walesa en tête, débarquèrent à toute vitesse à Bydgoszez pour calmer les esprits. Pour la première fois dans l'histoire de *Solidarnosc*, alors au sommet de sa puissance, l'affrontement avec le pouvoir fut totalement détourné.

Depuis, les exemples de ce style se sont multipliés.

Qui a tué Popieluszko ?

EN Pologne, l'Eglise catholique, surtout depuis 1981, joue un rôle considérable dans le pays. A défaut de débouchés politiques, depuis cette date, *Solidarnosc* s'est réfugié, entre autres, dans les Eglises. Il n'est donc pas étonnant que les militants réprimés soient vite assimilés à des martyrs. Le dernier en date était Popieluszki, représentant de ce bas clergé que Glomp et le pouvoir ont essayé de faire taire depuis longtemps. Quelques prêtres, peu nombreux, furent ainsi déplacés ou rappelés à l'ordre par la hiérarchie religieuse. Depuis l'été, Urban, le porte-parole du gouvernement, déversait aussi sa haine, à travers une campagne de presse, contre certains prêtres et notamment Popieluszko. Ainsi, après le jeune Przemyslaw, tabassé l'an dernier par la milice, les flics polonais ont encore frappé et cette fois-ci de façon très spectaculaire. Et comme dans les cas précédents, ses meurtriers ont été armés, sans équivoque aucune, par le pouvoir.

Lors de l'annonce de l'enlèvement, on a essayé d'accréditer la thèse de la responsabilité des « durs » du POUP. Ceci fut encore l'œuvre des soviétiques qui analysent les pays de l'Est avec les critères propres aux pays occidentaux.

Qu'il y ait, à l'intérieur du POUP, des « sensibilités » différentes, nul ne le nie. Mais il est évident aussi qu'il y a unanimité de décision dans le cadre de la collégialité et de l'obéissance à Moscou. C'est pourquoi, à l'annonce de la mort de Popieluszko, l'essentiel pour le pouvoir était de dégager aux yeux de tous sa responsabilité dans le meurtre.

Walesa tendit, le premier, la meilleure perche au pouvoir, en déclarant « ...cette saloperie qu'on nous a faite, à nous tous, du premier ministre (Jaruzelski) jusqu'à l'homme de la rue... » par cette périphrase, le président de *Solidarnosc* a dédouané totalement le régime et fait incombler le meurtre à des individus isolés.

Fort de ce crédit, Jaruzelski pouvait se permettre une véritable enquête publique qui se devait d'aboutir à la mise à l'écart du général Milewski, membre du Bureau politique chargé des services de sécurité. CQFD.



M. Jacek Kuron,

De Bydgoszez à Popieluszko : quelle stratégie pour *Solidarnosc*.

LORSQUE, pour la première fois, les « pompiers » intervinrent, *Solidarnosc* était légal et fort d'un puissant rapport de force en sa faveur. Depuis, l'Etat de guerre, sa levée et l'amnistie de cet été ont changé bien des choses. Les positions avancées par le KOR dès 80, se sont fortement consolidées dans *Solidarnosc*.

La recherche constante d'un compromis avec le pouvoir, notamment sur le pluralisme syndical, la volonté de promouvoir une société souterraine capable de résister, sans affrontement, au pouvoir, voilà bien les idées dominantes aujourd'hui dans la TKK.

Celle-ci, sans illusion, semble avoir fait des choix à très long terme. L'essentiel reste pour elle d'élargir et de renforcer le syndicat dans les entreprises. Comme le déclarait le journal du Comité ouvrier interentreprises de Varsovie : « L'activité du syndicat doit être développée sous toutes ses formes, à découvert et dans la clandestinité... ». Aujourd'hui, selon la TKK, *Solidarnosc* compte dans les grandes entreprises, 10 à 30 % de ses effectifs d'avant 81, dans les petites 50 à 70 %. La consolidation syndicale se poursuit. Selon la TKK : « les commissions syndicales clandestines des entreprises doivent étendre leur activité... Une telle activité, appuyée par la dif-

L fait bien froid en Pologne ces temps-ci. Le soleil d'août s'est éclipsé depuis longtemps. Aujourd'hui, on parle de morts et cela attire peu les enthousiasmes. Il ne faudrait, pas pour autant, ignorer ce qui s'y passe, voire occulter ce qui est peut être en gestation...

fusion de la presse et des éditions, les groupes de discussion et de formation, élargie par les ententes interentreprises, peut permettre la reconstruction complète de notre syndicat ».

« La société indépendante »

C ELLE-CI s'est organisée dès la mise en place de l'état de guerre. Aujourd'hui, la Commission régionale clandestine de Varsovie a recensé la publication de plus de 250 titres de presse réguliers. A ce chiffre, il faut ajouter les milliers de tracts et le millier de publications plus ponctuelles. Si le mouvement de résistance qu'est devenu Solidarnosc, a sa presse, il est relayé par tous les « comités de résistance sociale » actifs dans tous les

secteurs culturels et d'entraide soit aux familles des prisonniers soit à ceux qui désormais sont rayés des listes d'embauche. La société indépendante est bien une réalité et comme le disait Lis : « Pour des milliers de personnes l'activité indépendante constitue une source de revenus ». Allant plus loin, la TKK déclara en juin dernier : « l'idée de la société indépendante est, en fait la continuation... du programme de Solidarnosc qui prévoyait la construction de la société autogérée ».

La mort de Popieluszko, n'a pas fait varier d'un iota la TKK, la prise de position de Walesa le prouve.

Les attaques du pouvoir

S OLIDARNOSC est très loin de s'organiser dans le calme. Si, à juste titre on peut considérer l'amnistie de cet été comme une victoire du syndicat, Jaruzelski pouvait aussi facilement retourner l'opinion en sa faveur : le calme était revenu en Pologne. Les banques internationales, qui ont rééchelonné la dette polonaise, ne se sont pas trompées. Mais le calme apparent à peu duré. A cause de la situation économique, le pouvoir ne peut même pas s'acheter une clientèle de fidèles. L'action clandestine, un moment en suspens, a repris de sa force. Et on a vu à nouveau des militants de Solidarnosc regagner les cellules. A Lis et Mierzewski, accusés de haute trahison, s'ajoutent une vingtaine de personnes arrêtées depuis l'été. La gamme des moyens de répression s'est étendue puisque le porte-parole du gouvernement a lui-même parlé de bannir les irréductibles. Et ses appels nominaux à la vindicte publique, après avoir permis l'assassinat de Popieluszko ne peuvent qu'encourager d'autres assassins potentiels.

Dans ce domaine, la vigilance de Solidarnosc ne peut qu'être constante. Et seule la pression de la société indépendante peut freiner la brutalité du pouvoir. Cela suppose que la politique de recherche d'un compromis soit toujours possible. Et à tant rechercher l'entente, à tant freiner les mouvements spontanés, Solidarnosc ne risque-t-il pas de perdre sinon sa vie du moins son « âme » ?

V. MARCOS

LA GAUCHE POLONAISE

LA situation politique dans laquelle se trouve Solidarnosc aujourd'hui, provoque de nombreux débats en Pologne : faut-il ou non sortir de la stratégie définie par la TKK ? Telle est la question qui traverse tout le syndicat.

Devant la défiance des propositions de Walesa, certains militants tentent de créer des partis politiques. Les « Clubs pour une république autogérée » (WSN), dont Kuron, Michnik et des anciens du KOR sont partie prenante, veulent donner naissance à un parti socialiste polonais (PPS).

Le « Comité de résistance sociale », le KOS, est aujourd'hui très implanté. Il tire une revue à 20 000 exemplaires. C'est une structure clandestine très liée à Solidarité. Défavorable à la création d'un parti, il privilégie totalement le mouvement social. Il a des contacts assez réguliers avec le Mouvement européen pour le désarmement nucléaire.

Plusieurs autres groupes se réclament de la tradition du PPS. Il s'agit du « Wola » (Volonté) du nom de la revue éditée par des syndicalistes de Varsovie. De même « Robotnik », tiré à quelques milliers d'exemplaires par le Comité ouvrier interentreprise de Solidarnosc à Varsovie (MRKS).

Plus à « gauche », on trouve Volny Robotnik (l'ouvrier libre), édité en Silésie. Celui-ci, pour le moment semble se chercher entre l'autogestion et la création d'un parti alternatif au POUP. Plus clair est donc le Front Robotniczy (Front ouvrier) qui lui, se réclame des conseils ouvriers et tente d'établir des contacts actifs (presse, radio), avec l'URSS et les autres pays de l'Est.



COLOMBIE

LUTTES INDIENNES AU CŒUR DES ANDES

L est cinq heures du matin. Le jour se lève à peine derrière les montagnes qui entourent ce petit village andin qu'une centaine d'indigènes s'est déjà regroupée sur la petite place centrale. Hommes, femmes, enfants, silencieux mais déterminés, commencent alors à sortir du village. Chacun a un outil à la main, une machette, une pelle ou une houe...

La communauté part ainsi « récupérer » un terrain de quelques hectares laissés en friche depuis des années par un gros propriétaire qui vit dans la vallée. Depuis longtemps cette situation était devenue insupportable pour les indigènes qui eux, n'ont pas suffisamment de terre : de 1 à 5 hectares par famille, et une terre très pentue, pauvre, sans engrais ni crédits, qu'ils travaillaient sans autre outil que la machette et la houe...

UN ENTETEMENT VITAL

« Récupérer » des terres est donc un besoin vital pour ces indiens du Sud de la Colombie. Ce matin, il s'agit de « récupérer » quelques hectares, mais parfois on compte par centaines d'hectares, comme les terres de Lopez Adentro récupérées début 1984, au Nord du Cauca par 120 familles... 2500 hectares !

Aussitôt le terrain occupé, on commence à le travailler et même à construire une ou plusieurs baraques, tout en sachant que les hommes de main du

grand propriétaire, suivis par la police et l'armée vont arriver et expulser la communauté par la force. Il y aura sans doute des blessés, et peut-être même des morts, comme les 7 compagnons assassinés à Lopez Adentro en janvier ! Mais la communauté reviendra deux ou trois jours plus tard, à l'aube, se fera à nouveau expulser, reviendra encore... jusqu'à ce que l'action de la force publique soit entravée car les indigènes s'appuient sur la loi 89 de 1890 pour récupérer des terres qui « légalement » sont les leurs, puisqu'elles sont partie intégrante de leurs « resguardos ».

Les resguardos, ce sont ces territoires où vivent les indigènes et qui sont gérés par eux. Selon la tradition il n'y a pas de propriété privée dans les resguardos : les terres ne peuvent pas être achetées, vendues ou louées. Un conseil, le « Cabildo », élu tous les ans, les répartit selon les besoins des familles.

Le cabildo d'un resguardo se réunit en général tous les dimanches et tout le monde peut s'y exprimer.

Malgré la loi, de nombreux resguardos ont été envahis par les colons et les indigènes

se sont toujours révoltés contre eux, non pas au nom d'une « patrie indienne » mais simplement par nécessité, pour avoir suffisamment de terres pour se nourrir, mais aussi pour vivre plus librement, de manière plus autonome.

La population indigène du Cauca, en majorité Paez, près de 200 000 personnes, n'a jamais cessé de lutter, mais c'est surtout depuis 1971 que les luttes se sont multipliées et de mieux en mieux coordonnées.

LES LUTTES ET LEUR ORGANISATION

Les animateurs les plus actifs de ce mouvement se sont connus dans les années 60-70 au cours des nombreuses luttes des petits paysans colombiens regroupés à cette époque dans une organisation qui a compté plus d'un million de membres : l'ANUC, dont l'objectif était la lutte contre les gros propriétaires. Mais la répression et les manipulations politiques ont eu raison de cet important mouvement, et les paysans indigènes du Cauca ont alors décidé de rester organisés. Ils ont créé une organisation qui leur est propre, le CRIC (1). De nombreux petits paysans métis apportèrent leur appui, ainsi qu'une poignée de militants de l'ANUC, intellectuels déclassés qui se mirent au service du CRIC. On peut en rencontrer quelques-uns à l'officine de l'organisation, à Popayan, capitale du Cauca. Cette officine, seul point central du CRIC avec la Coopérative centrale installée dans la même ville, est une véritable fourmilère.

Le dernier Congrès, en 1983 à Caldone, au centre du Cauca, a réuni environ 2500 personnes, dont les délégués d'une quarantaine de resguardos (sur les 55 existant dans le département), représentant plus de 100 000 personnes. Un bilan positif peut être tiré puisqu'en 13 ans, 35 000 hectares ont été « récupérés » et qu'actuellement existent plus de 200 entreprises communautaires agricoles.

SE DEVELOPPER DE FAÇON ALTERNATIVE

Se pose le problème de la mécanisation, de l'amélioration des méthodes de production, du respect des moyens traditionnels, notamment leur aspect communautaire. Pour l'instant, le CRIC ne possède que deux tracteurs... avec leurs deux charrues et une charrette... au service de milliers de familles... Alors, diversifier la production, cela n'est





INDIENS ET BULLDOZERS

EN cette fin d'année 1984, la situation est de plus en plus tendue dans le Cauca. Sur plus de 200 exploitations agricoles occupées illégalement dans le pays, 62 le sont dans le Cauca. La répression s'accroît. Citons un exemple. Le 9 novembre, 1 000 soldats et policiers envahissent l'hacienda « Lopez-Adentro », expulsent les 150 familles indigènes qui l'occupent depuis le début de l'année, brûlent toutes les maisons, toutes les cultures, emportent ou détruisent tout le matériel qu'ils trouvent ! 300 hectares de maïs, yuca, haricots... sont rasés par des bulldozers.

Alors que les 150 familles s'étaient battues pour mieux vivre, avaient mis sur pied une école, un centre de santé, une organisation communautaire du travail, elles se retrouvent maintenant dans le plus grand dénuement, après un an d'une lutte dure et permanente qui a fait une dizaine de morts !

pas simple surtout lorsqu'il n'y a pas d'argent, pas de crédits, pas d'assistance technique... car pour le gouvernement ou les institutions agricoles... ces pauvres indiens ne sont pas solvables !

En ce qui concerne la distribution des produits, le CRIC a mis sur pied des dizaines de boutiques communautaires et une Coopérative Centrale. Cette tentative de « marché alternatif » se développe tous les jours mais nécessite une structure de formation, là aussi bien insuffisante (alphabétisation, comptabilité, gestion, organisation, formation politique, etc.). Le CRIC a aussi créé 16 écoles bilingues (paes/espagnol) dont les méthodes rappellent celles de Freinet.

Se développe aussi un programme de Santé. L'objectif de ce dernier est bien sûr d'améliorer la santé et les conditions de vie des communautés (espérance de vie : entre 40 et 50 ans ; en France : 72 ans), mais cela à partir en particulier de la médecine traditionnelle (plantes et rites), afin de renforcer là aussi l'autonomie de la population. Cette autonomie n'empêche pas un appel à la complémentarité de la médecine « occidentale ». Il est bien clair cependant qu'il ne peut y avoir d'amélioration sensible de la santé si les conditions de vie ne sont pas radicalement changées, si les causes des maladies, la dénutrition,

la malnutrition, le manque de terre, etc., ne sont pas combattues en premier lieu.

UN MOUVEMENT AUTONOME

TOUS ces efforts, toutes ces luttes, rencontrent une forte répression permanente. Une centaine de responsables élus du CRIC et des dizaines d'autres personnes ont été assassinés en 13 ans. Des centaines d'autres sont persécutées, arrêtées, torturées, emprisonnées par la police, les militaires et les groupes paramilitaires, dont le tristement célèbre M.A.S.

De nombreuses rencontres et réunions sont donc semi-clandestines. En 1979, le CRIC s'était totalement clandestinisé face à une répression impitoyable et aujourd'hui il s'y prépare à nouveau... Mais on ne fait pas disparaître en quelques jours un tel mouvement issu d'une multitude de luttes menées par des dizaines de communautés. Pour détruire ce mouvement il faudrait en détruire les bases : les cabildos. Ceux-ci et le CRIC ont aussi dû faire face en permanence aux projets de nombreuses organisations politiques, y compris des groupes de guerrillas comme les FARC (proches du PCC), EPL, M 19,

etc. qui ont voulu prendre le contrôle, sinon la direction, du mouvement indigène du Cauca.

Mais ces tentatives de répression ou de récupération ont jusqu'ici échoué, et cela grâce au caractère autonome du mouvement. Ce qui surprend en effet, c'est cette recherche permanente de ce degré d'autonomie, c'est-à-dire cette force avec laquelle les gens d'ici veulent prendre et garder leurs affaires en main. Il s'agit bien sûr d'une lutte, avec ses nombreuses contradictions mais, où on attache beaucoup d'importance à l'expression de chacun, autant dans la moindre réunion de cabildo que dans les commissions des congrès ou dans les luttes. Ces facettes du mouvement indigène du Cauca, lié d'ailleurs aux luttes d'autres secteurs et aux autres luttes indigènes du pays, montrent qu'il se démarque franchement des discours « indigénistes » prônant le retour des « nations indigènes »... Le CRIC, bien au contraire, aux antipodes de ce nationalisme périmé, ne cesse d'affirmer son caractère de classe.

Juan HERNANDEZ

(1) CRIC, apartado Aéreo 516, Popayan, Cauca, Colombie.

LIBRE ÉCRAN

« EUZKADI HORS D'ÉTAT »

Un film de Arthur MAC CAIG

LE FILM DU TUMULTE BASQUE

FRANCO, ETA, Juan Carlos, Felipe Gonzales sont quelques-uns des protagonistes du conflit Basque-Espagnol qui paraissent dans le film « Euskadi Hors d'Etat ». Et puis, il y a d'autres acteurs moins connus, comme Izaskun Arrazola, militante basque arrêtée et féroce ment torturée par la police espagnole en 1979, avant de s'évader de sa prison pour la France, deux mois plus tard. Ou le membre de la Garde Civile qui a pris 13 balles dans une embuscade de l'ETA et qui a survécu. Et aussi il y a le jeune Txici, lui, il n'a pas survécu. En 1975, à l'âge de 20 ans, il fut exécuté par un peloton de Gardes Civiles. La dernière exécution du franquisme : deux mois plus tard, Franco mourait dans son lit.

Il y a aussi un peu de la vie que les Basques connaissent tous les jours : les contrôles routiers de la Garde Civile, les kidnappings des industriels, les manifestations pour les prisonniers politiques et toujours malgré tout, les fêtes populaires.

Au cœur du film, une plongée à l'intérieur de l'ETA, l'organisation clandestine qui a donné des coups mortels au système franquiste. Et en octobre 1982, les socialistes arrivent au pouvoir à Madrid. Dans cette nouvelle situation, l'ETA, comme l'ensemble du mouvement Basque, se déchire profondément sur la stratégie à suivre

Banderole contre les extraditions dans une rue de Bilbao



pour le développement de l'autonomie Basque et cette division, cet affaiblissement des nationalistes est certainement pour quelque

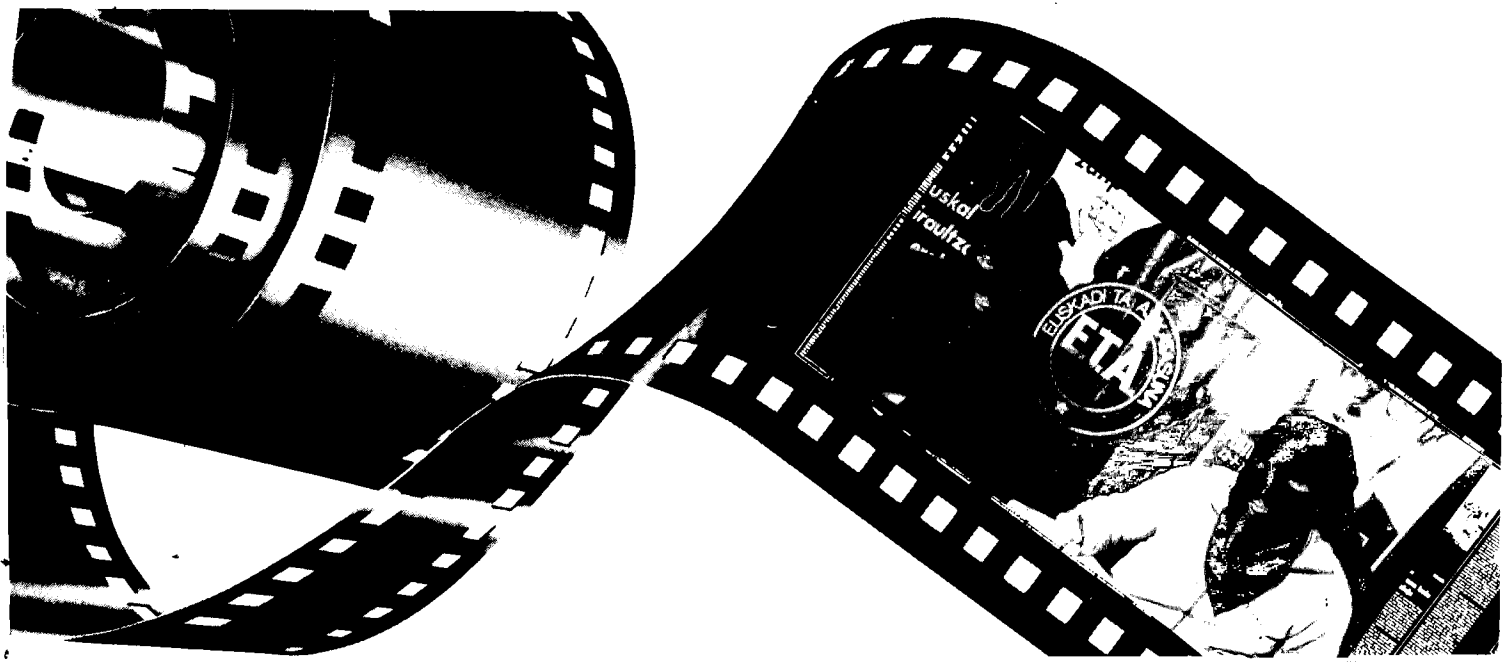
chose dans la décision récente du gouvernement français d'extrader des militants Basques vers l'Espagne.

22



UN AUTEUR ET DES LUTTES

ARTHUR Mac Caig est né le 13 juin 1948 aux USA, dans le New Jersey. Il a suivi des études d'anthropologie à l'Université d'Hawaï de 66 à 71, tout en exerçant divers petits métiers, tel que taxi. Arrivé en France, il obtient le diplôme de l'IDHEC en 77. En 1979, il réalise un premier long métrage documentaire « Patriot Game » sur la guerre en Irlande. EN 82, c'est un moyen métrage sur la vie d'une prostituée à Paris, « Ammoniac City ». « Patriot Game » a été primé au festival de Bilbao et au Festikon en Hollande. Il a également reçu le Grand Prix de la Ville d'Alès. Quant au récent « Euskadi Hors d'Etat » il a été sélectionné aux festivals internationaux de Bilbao, de Figuera da Foz (Portugal) et à « Perspectives du Cinéma Français » au festival de Cannes.



ARTHUR MAC CAIG ENTRE L'IRLANDE ET LE PAYS BASQUE

Q. : Est-ce qu'il y a un jeu de mot dans le titre « Euskadi Hors d'Etat » ?

R. : Oui, en français ça peut dire beaucoup de choses. D'une part, c'est Euskadi vue d'une certaine distance, parce que c'est moi, quelqu'un qui vient de l'extérieur pour voir ce qui se passe vraiment. On peut dire aussi que c'est un pays qui n'entre pas dans un cadre établi, ni dans l'Etat français, ni dans l'Etat espagnol, c'est donc quelque chose un peu en dehors, un pays qui n'a pas, jusqu'à maintenant, vraiment trouvé sa place.

Q. : Vous êtes-vous rendu au Pays Basque pour tourner ce film et combien de temps êtes-vous resté sur place ?

R. : Cela a commencé en 80, je suis allé au Pays Basque pour la première fois à l'occasion du Festival de Cinéma à Bilbao, et là, j'ai découvert ce pays. J'ai pris quelques contacts, j'avais une idée. Faire un film que personne n'avait fait, raconter une histoire cachée. Beaucoup de gens savent qu'il y a un problème Basque, un conflit Basque-Espagnol, mais il y a peu de gens qui comprennent vraiment ce qui se passe. J'avais donc l'idée de ce film et au début de 82, je suis descendu pour voir ce qu'il était possible de faire et j'ai pris contact avec les différents mouvements politiques. J'ai vu que ce serait très difficile mais quand même possible.

Q. : Vous n'avez pas choisi un sujet facile. Faire un film sur le problème basque et rencontrer des gens d'ETA, c'est pas forcément évident. Quels problèmes avez-vous rencontrés ?

R. : Depuis deux ou trois ans, on peut dire qu'au Pays Basque Espagnol, les mouvements politiques nationalistes sont assez divisés. Pas uniquement droite-gauche, mais la gauche elle-même est très divisée, surtout sur la question de la lutte armée. De plus, il y a plusieurs organisations armées. J'ai rencontré les deux principales, c'est-à-dire

ETA-Politico-Militaire et ETA Militaire, et j'ai expliqué ce que je voulais faire.

Q. : Et vous avez quand même pu rencontrer des « milis » ?

R. : Oui, les rencontrer, c'est pas difficile dans la mesure où j'avais une bonne raison de les voir. Mais, faire un film, c'est pour une organisation clandestine un risque. Pour les militants qui participent directement au film ce risque n'est pas seulement physique, mais aussi politique car ils ne peuvent pas être sûrs que le film va servir leurs buts politiques. J'ai alors expliqué que bien que mes sympathies aillent vers la Gauche Basque, je n'avais aucune envie de faire un film de propagande, de faire l'apologie d'une organisation politique quelconque. C'est sur cette base que j'approchais tout le monde au Pays Basque, que ce soient les individus ou les partis politiques. En tant qu'organisation armée basque, il n'y avait que l'ETA-Politico-Militaire qui était d'accord pour paraître dans le film.

Q. : Si vous n'aviez pas été d'origine irlandaise, auriez-vous réalisé ce film ?

R. : Peut-être. Bien sûr, mes origines comptent, mais je suis surtout un cinéaste qui s'intéresse aux minorités nationales, aux « petits peuples » d'Europe qui posent de grands problèmes à certains Etats. Et je m'y intéresse spécialement quand ces problèmes nationaux deviennent des mouvements révolutionnaires. En ce sens, il y a, en Europe, deux situations exemplaires : en Irlande du Nord et au Pays Basque. Faire ces deux films, « Patriot Game » et « Euskadi Hors d'Etat », c'était une façon de rappeler qu'il y a ici, tout près de nous, de véritables mouvements révolutionnaires qui bénéficient d'un soutien populaire assez important. Cela existe ailleurs, bien sûr, en Amérique Latine, dans le Tiers Monde, mais je pense qu'il ne faut pas oublier qu'une certaine tradition révolutionnaire continue de vivre ici

en Europe.

Q. : Oui, vous avez réalisé deux films qui traitent un peu du même sujet...

R. : Il y a beaucoup de parallèles entre l'Irlande et le Pays Basque. Dans les deux cas, il y a un problème national qui n'est pas encore réglé et il y a des organisations clandestines, armées, qui mènent une lutte violente contre les Etats. Mais, il y a aussi beaucoup de différences. En Irlande du Nord, dans une certaine mesure, les choses sont beaucoup plus claires qu'elles ne le sont au Pays Basque. D'abord l'ennemi est plus clair car il y a une véritable occupation militaire de la part de l'armée anglaise. Cela saute aux yeux. Au Pays Basque, bien qu'il y ait une réelle présence policière et militaire espagnole, elle est quand même moins visible, moins flagrante qu'en Irlande du Nord. Au Pays Basque, les choses sont plus ambiguës avec un mouvement nationaliste très divisé.

Q. : En faisant ce film sur le Pays Basque, vous n'avez pas peur de vous répéter, de faire la même chose que vous avez fait dans le premier film sur l'Irlande ?

R. : Non, pas vraiment. Dans la mesure où il s'agit d'un autre pays, on va forcément faire un autre film, qu'on le veuille ou non. Ce que je regrette, c'est que dans le film sur les Basques, je n'ai pas pu aller plus loin dans la vie des gens, dans la vie de tous les jours. Les Basques ont la réputation d'être assez fermés et ce n'est pas pour rien. Ce n'est pas un pays facile d'accès. En Irlande, j'avais plus de temps, et puis les Irlandais sont tellement ouverts. Bon, enfin, les deux films sont différents, mais je pense que tous les deux tiennent très bien la route et puis, il ne faut pas oublier que les films documentaires, c'est aussi du cinéma...

(Interview réalisée par Jacques Penne de Radio Adour).

MUSIK

LE RETOUR DES ANARCHO-PUNKS

MUSEAUX, LES BLAIREAUX !

DE toute évidence les anarcho-punks occupent un terrain de lutte dans la vie urbaine : squatts, concerts sauvages, disques auto-produits, fanzines. Leurs interventions parfois très spectaculaires mais souvent au niveau de la vie quotidienne reflètent une réalité sociale d'un dynamisme séduisant. Si les premiers punks et post-punks sont voués à une mort lente à cause de leur attachement à des valeurs de mode ou de look, comme à une musique ou à une tenue vestimentaire complètement récupérées, les anarcho-punks tout en revendiquant leur identité et leur originalité ont su crier : museaux ! aux blaireaux !

PLUS présents dans les grandes villes, c'est en 1978 derrière un groupe anglais constitué de membres militants activement dans des mouvements libertaires et pacifistes que se forgent les CRASS, la première pierre angulaire du mouvement anarcho-punk. Répondant à un anachronisme gonflant pour une partie de la jeunesse, les CRASS et les anarcho-punks ont réactualisé la forme du meeting politique par le biais d'un concert rock. C'est là, d'ailleurs, ce qui « sépare » l'anarcho-punk de l'anarchiste. Sur ce terrain de créativité s'expriment le plus souvent les motivations anarcho-punks (Rock against police, etc.) qui entraînent une auto-production discographique, parfois galérique mais résolument anti-commerciale et porteuse d'espoir si elle ne tombe pas dans le « piège » New Rose : compilation sur 33 tours et distribution centralisatrice parisienne pour certains groupes français.

La création de labels indépendants est une réponse à ce souci de distribution et de production parallèle au monde du show biz.

Présents partout en Europe et participant à de nombreuses actions ponctuelles, les anarcho-punks ont su se démarquer de la contestation à la Clash, qui utilise sa renommée pour des concerts de soutien ou vice versa, style les concerts pour le PC italien...

J.-L. SOCRAM

L'ORIGINALITE de cette démarche spontanée s'est exprimée à titre d'exemple cet été en Ardèche avec le 1^{er} festival anarcho-punk : justice Zulu. Parti d'une initiative lyonnaise, ce festival est raconté par les acteurs et témoins oculaires de Kanaï (1).

« Les 13, 14 et 15 juillet 1984 a eu lieu le premier festival anarcho-punk des Rochains, près de Lamastre (07). C'était une des premières fois qu'un tel rassemblement avait lieu en France et pour un coup d'essai, même si tout ne fut pas parfait, on peut parler d'un succès.

Les concerts se déroulaient dans les ruines d'une usine attenant à une petite ferme, tout cela formant un décor bien chaotique, très propice à la musique punk. Bien entendu les gendarmes avaient été prévenus qu'un rassemblement aurait lieu, si bien qu'ils s'étaient embusqués à 1 km du lieu des concerts et qu'ils arrêtaient systématiquement tous ceux qui s'y rendaient. On a même entendu des phrases du genre : « N'allez pas là-bas, c'est un rassemblement anarchiste, n'y allez pas, ça serait mieux pour vous ! ».

Sur place on pouvait trouver à manger gratuitement (un ragout de chèvre au couscous délicieux !) et à boire (payant pour rembourser les frais de la sono). Tout était donc bien organisé. Car si un minimum d'organisation avait été « nécessaire » pour mettre sur pied le festival, inviter les groupes, louer la sono, assurer le ravitaillement, sur place tout s'organisait de soi-même. Le passage des groupes, la bouffe, la buvette (chacun

payait sans qu'un caissier vérifie tout), la vaisselle, le nettoyage, le rangement, enfin chaque tâche se réglait ensemble, à plusieurs, et sur ce point, il n'y eut aucun accroc.

Aucun accroc non plus en ce qui concerne les personnes présentes. Même si parfois des propos un peu vifs ont été échangés (la bière aidant) il n'y eut ni violence, ni vandalisme, ni vol de matériel.

On a enfin pu voir des punks capables de créer, de réfléchir, de s'organiser, de vivre ensemble sans le climat malsain qui caractérise souvent les concerts punks. On reprend espoir... »

JUSTICE ZULU

A ce festival participèrent de nombreux groupes appartenant à cette mouvance. Dans une salle improvisée, durant une longue nuit, French Letter, Kalashnikov, Purge 37, Haine Brigade, un groupe suisse Miscat, les Krapos Noirs et Trotz Allem se succédèrent dans une ambiance subversive. Dans l'après-midi, il y eut aussi des projections de vidéos (Monty Python, Hara Kiri, un reportage sur les Misquitos).

Par leurs prises de position, leurs déboires, leurs perspectives, les anarcho-punks redynamisent cette contestation urbaine, née à Londres vers 1976. La réalité du punk retrouve son intelligence au-delà de la récupération bouffonnière.

(1) « Kanaï » c/o Librairie La Gryphe, 5, rue S. Gryffe, 69007 Lyon.

SPLASH !

LES punks d'Athènes occupent une usine désaffectée, baptisée l'Ergostasio. Les groupes de la capitale ont investi une partie de ce nouveau coin à la mode qu'est le Kolonaki. « Partout, comme là-bas ! Ici, asphyxie ! ».





« Le Punk, c'est la manière moderne de jouer le blues quand on est blanc et qu'on habite une cité industrielle ».

CAGOU de « Haine Brigade »

« PUNKamiNazione »

LES 20 et 21 octobre s'est tenue au Tuwat (centre social autogéré) à Carpi (Italie), une réunion de coordination nationale des anarcho-punks de langue italienne. Les 25 collectifs présents ont décidé de renforcer le fanzine « PUNKamiNazione » né il y a deux ans, en lui donnant une portée et une distribution nationale. Réorganisé, celui-ci aura maintenant une périodicité bimestrielle et sera imprimé à tour de rôle, par les différents collectifs. Adresse : Punkaminazione, cassero di porta Santo Stefano 1, 40100 Bologna.



CRASS (BAD) NEWS

UN après-midi du début septembre. La scène se passe à Nortwich, petite ville du nord de l'Angleterre. A la suite d'une plainte déposée par le père d'un jeune client, la police locale perquisitionne le magasin de disques « Spectrum Records ». Score final : le propriétaire, Graham Cheadle, est inculpé de « commerce de matériel obscène et pornographique », toutes les copies disponibles de 17 disques sont sequestrées par la police. Dans ce filet garni, on trouve : « Multideath Corporations » des M.C.D. ; « Deshumanization » des Crucifix ; « Never Mind the dirt » ; des Dirt, les compilations « Bullshit Detector » « Used abused unamused » des Icons of Filth, tous les disques des Crass (label Crass/Corpus Christi) et « Nazi punks fuck off » des Dead Kennedys (Label Alternative Tentacles).

Au procès, les Crass se sont présentés avec leur avocat. La Cour a examiné les pochettes et les paroles d'une grande partie des chansons contenues dans les disques sequestrés. Bien que, selon le juge, il n'ait « pas été possible de distinguer clairement les paroles des chansons incriminées » (des copies écrites des textes ont dû être distribuées), la Cour a opté pour l'inculpation, le matériel saisi étant selon elle, « offensant pour

la morale publique, obscène et à la limite de la légalité ». Les juges ont ajouté qu'ils entendaient ainsi « faire une condamnation exemplaire et fournir une contribution concrète à l'amélioration des valeurs humaines et à l'assainissement de la morale publique dans l'intérêt de tous les jeunes ».

Répondant à l'accusation d'obscénité (en particulier de l'usage du mot « Fuck », les Crass ont demandé, sans l'obtenir, qu'on compare leurs textes avec ceux d'autres chansons actuellement en tête des hit (Iron Maiden, FGTH, Alexi Sayle, Dereck & Clive, etc.), lesquelles, en utilisant le même critère, auraient également pu être déclarées coupables « d'offense à la morale ».

Par une sentence qui a même surpris la partie civile, le propriétaire du magasin a été jugé coupable de « commerce de matériel obscène et pornographique », condamné à une forte amende et au paiement des frais de justice. De plus, la séquestration des disques incriminés a été maintenue. Les Crass font appel. En cas de confirmation du verdict, on prévoit, à court terme, la saisie des 17 disques « obscènes » sur tout le territoire anglais. Entre-temps, Rough Trade et Thel Cartel, qui sont les principaux distributeurs des labels Crass/Corpus Christi et Alternative Tentacles, ont annoncé leur intention de suspendre, par précaution, le contrat de distribution. Bonjour les Judas !



DÉJÀ

CANAQUES EN RÉVOLTE

DES COMMUNARDS EN KANAKI AU
XIX^e SIÈCLE

CE pouvoir sera-t-il capable de procéder à une décolonisation très rapide ou s'enfèrera-t-il dans une situation sans issue ? Les Canaques ont, en tout cas, une tradition bien ancrée qui ne peut que les inviter à se méfier d'une certaine gauche. Car dans le passé ils ont bien connu « nos » communards et peuvent encore se souvenir de leur prestation lors de l'insurrection de 1878.

LA Nouvelle Calédonie est à l'ordre du jour. Depuis des années « notre belle colonie » du Pacifique, n'avait pas fait parler d'elle. Mais aujourd'hui, les colonies deviennent « indépendantistes », les autochtones font renaître la Kanaki. La gauche au pouvoir en France se serait bien passer de cet "heureux événement".

Dès l'arrivée, on disperse hommes et femmes en fonction de la gravité de leur peine. Ainsi, les 240 condamnés aux travaux forcés se retrouvèrent-ils dans le bagne de l'île de Nou, face à Nouméa ; quant aux 3619 en « déportation simple », ils furent placés les uns dans la presqu'île Ducos, près de la capitale, les autres dans l'île des Pins.

Une artillerie musclée permettait une surveillance constante de tous les détenus. A l'époque, l'administration pénitentiaire en plus d'une relative tranquillité assurée par l'insularité du site, se dispensait totalement de fournir le minimum vital aux déportés. A eux de se débrouiller dans ce « paradis naturel ». Forts de ces conseils et surtout contraints par la nécessité, certains bagnards commencèrent à chercher du travail, dans les petites boutiques ou dans les champs. Mais la misère ne s'éloigna pas pour autant. A Paris, les familles, peu ou mal informées par l'administration, ignoraient totalement le sort des exilés. L'ignorance fut d'ailleurs fatale à 69 femmes qui partirent ainsi pour Nouméa rejoindre et leur compagnon et la misère.

Sur « l'île caillou » et dans les îles pénitencières, l'oisiveté forcée et le découragement commençaient à faire leurs premières victimes. On commença à compter les morts.

Mais tous ne succombaient pas sous le désespoir.

DU PAVE PARISIEN AU « CAILLOU » DE NOUMÉA

1871, la Commune parisienne compte ses morts et ses emprisonnés. Les procès, menés tambour battant par les Versaillais se succèdent les uns aux autres. Pour ceux dont les mains étaient noires de poudre au moment de l'arrestation, c'est le poteau. Pour les autres, on diversifie les peines : la prison, le bagne, l'exil. Pour 3859 ouvriers raflés sur les barricades, ce sera le pire : le bagne en Nouvelle-Calédonie.

Le 3 mai 1872, le « Danaé » embarque une première cargaison de 300 déportés. Sept bateaux, tous chargés pareillement, prendront la même route vers Nouméa. Après cinq mois de voyage, les Communards sont déversés dans les bagnes de la colonie.



L'appel des prisonniers à Versailles

Les mains noires de poudre...

Il y eut quelques tentatives d'évasion. La plus spectaculaire et la seule qui réussit fut l'œuvre d'un groupe de 6 personnes à la tête duquel se trouvait Rochefort. Un capitaine de navire accepta de transporter les 6 hommes jusqu'en Australie. Moyennant 1 500 F dès le départ. Le reste (25 000 F) devait lui être versé à l'arrivée. L'affaire fut conclue. Dès leur arrivée à Newcastle, le groupe télégraphie à E. Adam pour avoir la somme due. Et c'est Gambetta (« LE » Gambetta) qui, grâce à une souscription permit aux évadés de gagner Londres.

C'est ainsi que les milieux exilés en Europe apprirent le sort qui était fait aux bagnards en Nouvelle-Calédonie. Informé à son tour, le pouvoir pénitentier n'en fut que plus dur envers les prisonniers. En effet, le gouverneur avait aussi appris par ce même canal que les bagnards écrivaient de petits

journaux : « L'album des îles des pins » et « Le Parisien ». Ce dernier titre d'ailleurs en dit long sur les capacités d'adaptation des communnards et sur la vision qu'ils pouvaient avoir de leur environnement...

1878 « LE CAILLOU », EN RÉVOLTE

« ... COLONIE avide de travail leurs... Grande réserve de la métropole... » : même Lissagaray, décrivant la Nouvelle-Calédonie dans son « Histoire de la Commune », est tombé dans l'exotisme. La loi sur la déportation de 1871, décrit, elle aussi, avec emphase, la richesse potentielle de l'île. La réalité était autre.

Depuis 1846, 5 000 colons faisaient la loi face à 50 000

autochtones. Dès le départ, les colons ou l'administration pénitentiaire s'attribuaient les terres « abandonnées » par les indigènes. Mais un jardin en brûlis, est-ce un terrain abandonné ?

Jouant de ce subterfuge, les colons s'emparèrent de toutes les bonnes terres, refoulant les indigènes dans les vallées médiocres. Puis vinrent les troupeaux. Comme les barbelés coûtaient chers, les colons préférèrent laisser vaquer en paix les bêtes. Quoi de plus naturel en somme. Résultat : pour les indigènes, des problèmes en supplément. Et si l'on ajoute à ce tableau, le travail forcé, la destruction de la culture canaque, voilà de quoi provoquer des révoltes chez les autochtones.

Depuis 25 ans, les révoltes se succédaient mais aucune n'avait eu l'ampleur de celle qui se produisit en 1878.

Le 25 juin de cette année-

là, des gendarmes arrêtèrent 8 chefs de tribu. Le lendemain, l'île s'enflamme. Les insurgés sont nombreux mais divisés. Finalement seules les tribus de la côte occidentale s'affrontent aux colons. A la tête des Canaques, se trouve le chef de guerre Ataï. Mais les combats s'avèrent vite inégaux. Face aux sagaies et aux frondes, les colons sont épaulés par 5 000 soldats mais aussi par des bagnards un peu particuliers.

LE ROUGE VIRE AU JAUNE

DES le début de l'insurrection canaque, la plupart des communnards qui, même au bagne, se considéraient comme les dépositaires de la « race blanche » face aux « primitifs », se comportèrent comme des colons. Et comme le dit l'un d'entre



La garde canaque - milieu XIX^{ème}

L'Internationale au secours des Blancs...

eux, membre de l'Internationale : «...les Kanaks ont des droits acquis... (mais) la race des Kanaks est scientifiquement inférieure à la race blanche ». Meyer, un autre de ces Messieurs peut ainsi ajouter : « Nous pensâmes, en face de l'insurrection canaque qu'il était de notre devoir de ne pas nous endormir dans un lâche sommeil et de défendre le gouvernement français... » Ainsi, 31 condamnés sollicitèrent même « l'honneur de marcher à l'ennemi pour la protection des blancs ». Des corps francs de bagnards furent constitués et les talents acquis contre les versaillais utilisés contre les indigènes.

Si la répression fut brutale (1200 tués et 800 déportés), certains en profitèrent. 24 déportés obtinrent « en raison des services rendus pendant l'insurrection canaque » une remise totale de leur peine.

A cette sombre épopée communarde, une exception de taille : Louise.

LOUISE MICHEL, LA « PETROLEUSE »

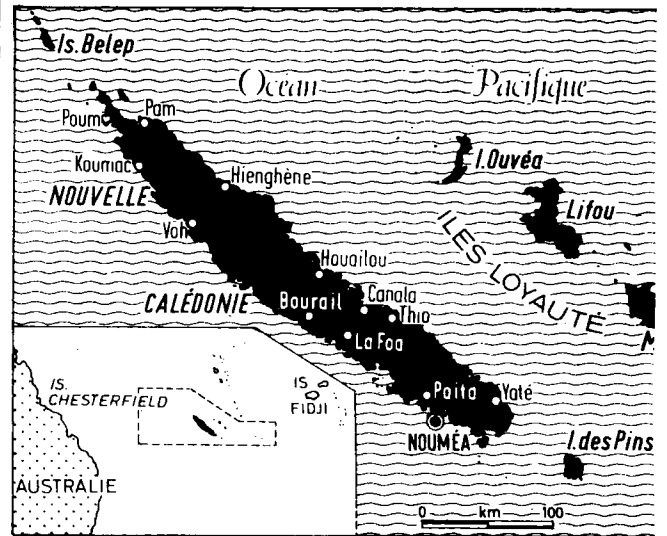
DEBARQUEE en décembre 1873, L. Michel choisit immédiatement le camp des indigènes. Elle écrit : « Je suis avec eux comme j'étais avec le peuple de Paris, révolté, écrasé et vaincu ».

Dès le début de l'insurrection, elle se heurte aux autres communards : « Comment vous n'êtes pas avec eux, vous les victimes de la réaction !... ». Elle prend donc partie et apprend aux Canaques à couper les fils du télégraphe, tout en popularisant leurs luttes à travers les lettres qu'elle envoie en France.

Après la répression, L. Michel enseignera le français aux canaques. Mais elle s'intéressera surtout à leur culture et publiera, en 1885, « Légendes et chants de geste canaque avec des dessins et vocabulaire ».

L'histoire raconte que, lors de son départ de Nouméa en 1880, de très nombreux canaques vinrent la saluer. Par la suite, elle fut une des premières socialistes à dénoncer la colonisation. Peut-être l'histoire de La Louise donnera-t-elle des idées aux « socialistes » actuels, quoique pour eux, si mes souvenirs sont bons, ce n'était qu'une vulgaire « pétroleuse »...

H. EERSEL



L'ECHARPE ROUGE

« Pendant l'insurrection canaque, par une nuit de tempête, j'entends frapper à la porte de mon compartiment de la case : « qui est là ? », demandai-je. « Taisi » répondit-on. Je reconnus la voix de nos Canaques apporteurs de vivres... Ils venaient me dire adieu avant de s'en aller à la nage par la tempête rejoindre les leurs « pour battre méchants Blancs » disaient-ils.

Alors cette écharpe rouge de la Commune que j'avais conservée à travers mille difficultés, je la partageai en deux et la leur donnai en souvenir ».

L. Michel, « La Commune »

*«... Elle est la faucille
Dans le blé mur pour le pain blanc
Du pauvre, et la Sainte-Cécile ;
Et la Muse rauque et gracile
Du pauvre, et son ange gardien
A ce simple, à cet indocile.
Louise Michel est très bien.»*

Verlaine



cliché R. Viollet

« Je suis avec eux comme avec Paris révolté... »

DEUX COMPÈRES DU DESSIN : PLANTU ET WIAZ

On ne présente plus Plantu. Ses dessins ont permis bien des fois à tout un chacun de se dispenser de lire les articles du « Monde » qu'ils résumaient et dépassaient d'un coup de crayon. Pour Wiaz, c'est un peu différent. Il publie dans le « Nouvel Obs » et je ne le lis (comme beaucoup de gens) que chez le dentiste. À une carie par an, les dessins de Wiaz, je connaissais peu. Et bien ce n'est pas mal. C'est en fait surtout une caricature dont le trait de plume rappelle Levine, ce qui est une bonne référence.

Évitez d'aller chez le dentiste pour lire le « Nouvel Obs ». Feuillotez plutôt l'album de Wiaz qui vient d'être publié.

Plantu : « Pas nette la planète »

Wiz : « Larme à gauche »
« Editions La Découverte »

PROLOS, ANARS ET RITALS

Un nouveau livre sur l'affaire Sacco et Vanzetti. Ceux qui cherchaient à avoir enfin des révélations accréditant la thèse de l'innocence ou celle de leur culpabilité seront déçus. Rien de tel ici.

Dans un premier temps, Ronald Creagh s'attache surtout à décrire le milieu dans lequel ont évolué les deux anarchistes jusqu'à leur arrestation, le 5 mai 1920 : l'Italie de leur jeunesse, leur origine sociale, leurs rapports avec la famille et le départ pour les États-Unis. Les espoirs de « terre promise » seront vite déçus face à la réalité de la société américaine. S'y intégrer s'avère difficile, d'autant plus qu'ils commettent la triple « erreur » d'être prolos, anars et ritals. Ces trois tares font d'eux des

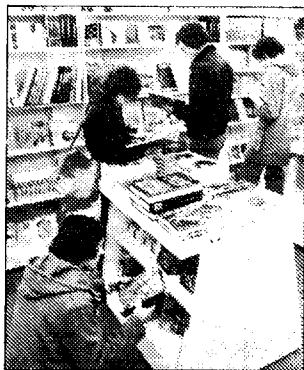
victimes de choix dans ce pays en mal de purge sociale. L'arrestation de ces « dangereux meneurs » tombe à point nommé.

Dans un deuxième temps, de l'arrestation à l'exécution, l'auteur analyse le formidable mouvement de soutien qui se déploie dans plusieurs pays. Il met à jour les rivalités, les tentatives de récupération politique d'autant plus nombreuses que l'affaire prenait de l'ampleur.

Cette exploration du contexte plus que l'affaire elle-même constitue l'apport essentiel de ce livre qui mérite d'être lu.

M.N.

• Ronald Creagh, Sacco et Vanzetti, Ed. Maspéro, 276 p., 88 F.



TRAJET D'UNE IDÉE

La figure du peintre et graveur belge Frans Masereel est si cruciale pour toutes les publications pacifistes françaises et allemandes et si mal connue du public français que quelques lignes retraçant la vie sont sans doute utiles.

Né en 1889, c'est à Genève qu'il fréquente pacifistes, déserteurs et révolutionnaires de divers pays. Il rencontre Romain Rolland, Stefan Zweig, Rilke, Hesse, Brecht... Il illustre des journaux (les tablettes, la feuille, clarté...) et composait des « romans en image » avec ou sans texte. Son art violent, dur et son attachement à la technique de la gravure sur bois le rapprochent des artistes expressionnistes allemands, en ce sens également que l'expressionnisme lié à un mouvement de masse en pleine puberté, « dévia » l'art en en faisant un instrument de la proclamation de messages et d'une réforme radicale de la vie. Pour Masereel, art et question sociale sont intimement liés, l'art est une action.

Et s'il emploie la gravure c'est pour diffuser le plus possible l'idée, « pour parler à des milliers d'hommes ». « L'Idée » publiée en 1927 illustre par ses 83 bois ce que devient une idée de sa naissance à sa vieillesse, quand elle passe dans les mains de l'idéologue, des hommes au pouvoir, des gardiens de l'Ordre, des hommes de loi, des savants, puis par les machines, les médias... Rien n'est besoin d'être rajouté à cette iconographie. Procurez-vous vite ce livre, préfacé par Michel Ragon, et écoutez les images.

M.S.

• Frans Masereel, « L'Idée », Ed. Nautilus, B.P. 175, 75963 Paris Cedex 20.

FROIDEUR DE LAME

« Odile et les crocodiles » est la dernière BD de Chantal Montellier. Avec la précision caricaturale d'un coup de crayon qui « flashe » un univers quotidien, empreint d'un réalisme galcial, et des images comme des reflets de coupe-papier, nous glissons dans une vision effrayante d'un « fait divers » : l'histoire d'Odile et des hommes crocodiles. Engluée dans le présent et projetée vers un futur immédiat chaque étape de l'histoire d'Odile retrace son errance intérieure et sa confrontation à la réalité de ce futur proche, le nôtre, qu'elle côtoie. Sans lyrisme et ne versant à aucun moment dans la banalité d'une vision simpliste ou racoleuse, du viol d'Odile et des hommes crocodiles, Chantal Montellier fait « crisser » ses personnages comme des craies sur un tableau noir... Double réalité, monologue intérieur, et partout les graffitis ou symboles comme des échos à ce discours garde-fou et lumineux. Et puis ses rencontres avec ses dragueurs, portraits-robots de zombies, psychanalytiques, philosophiques, religieux, beauf ou anti-crocodiles qui la révoltent contre leur violence physique et leurs mots. Déchirée et luttant contre ces forces qui veulent l'annihiler, Odile réagit opposant la froideur d'une lame désespérée.

J.L.S

• Chantal Montellier « Odile et les Crocodiles » (Humanoïdes Associés, 60 F).

ET EN VRAC

Pressés par le temps, manquant d'espace, nous ne pouvons parler de tous les ouvrages reçus. Certains d'entre eux mériteraient cependant plus qu'une simple fiche signalétique. Le regret au cœur, voici quand même la liste : Murray Bookchin, « L'écologie della libertà » (éditions Antistato) dont on espère une rapide traduction française. Umberto Tommasini, « L'anarchico triestino » (éditions Antistano), un morceau de l'histoire libertaire italienne. Gérard Dupré, « Mes automnes difficiles » (éditions de Quat'sous, B.P. n° 0403, 80004 Amiens Cedex), le feu de la poésie révoltée. Maurice Joyeux, « Histoire du journal de l'organisation des anarchistes (Volonté Anarchiste) la chronologie du « Libertaire » au « Monde Libertaire » ; Antonio Passamante « Question indienne, lutte de classe et guerillas au Guatemala, 1944-1983 » (Cedos, 91, rue Championnet, 75018 Paris) ; et de Jean-Louis Rouch « Prolétaire en veston, une approche de Maurice Dommanget » (éditions les Monédières, Le Loubanel, 19260 Treignac). Nous reviendrons sur certaines de ces publications dans notre prochain numéro. D'ici là, patience.

FEMMES EN PRISON

PRISON DE FEMMES



30

Ariane GRANSAC (auteur avec Natacha Duche de « Prisons de Femmes », aux Editions Denoël, Paris, 1982).

C'est en parlant de l'"indicible" que l'état réel des choses de la prison apparaîtra.

« ... dans cette matière il y a beaucoup de choses qu'il ne convient pas de publier, et que les inquisiteurs connaissent parfaitement ». (Manuel des Inquisiteurs de Nicolau Eymeric, XIV^e siècle).

La prison est la même pour tous, hommes et femmes. L'enfermement met les détenus et détenues devant les mêmes types d'expériences, mais qui sont vécues différemment tout en ayant les mêmes thèmes : la souffrance, la dégradation de la personne humaine.

VARIATIONS SUR UN MEME THEME

NOUS avons déjà beaucoup dit et beaucoup écrit sur la prison. Pourtant nous n'avons pas su exprimer l'essentiel ! Cet essentiel qui fait que la prison est horrible et inhumaine pour tous. Pour les uns, parce qu'ils ont peur de la subir, et, pour les autres parce qu'elle est la négation même de cet ensemble de valeurs, qui ont toujours défini le degré d'humanité.

« Il faut essayer de ne pas avoir de cachots trop horribles ni trop insalubres, car s'ils provoquaient la mort des prisonniers, les Inquisiteurs seraient en état d'irrégularité... »

Bien que le mot Inquisiteur ait disparu, la fonction continue à se perpétuer, et la recommandation du Manuel des Inquisiteurs est toujours présente à travers les règlements modernes de l'Institution Judiciaire.

Tous les discours officiels sur la prison sont « charitables » et témoignent de la « bonne » intention d'éduquer et de réformer afin de réinsérer ceux et celles qui y sont enfermés. A ce discours se superpose celui des médias, au nom de l'"opinion publique" réclamant la punition et la vengeance. Ainsi, pour l'Histoire, le Pouvoir reste "humain" et le peuple "barbare". Mais à qui profite l'Histoire !

L'on sait que la prison est un échec, qu'elle ne rééduque ni ne réforme ni ne réinsère, mais qu'elle engendre plutôt la récurrence. Et ce "peuple" réclamant la punition et la vengeance en a peur ! Et pour cause : c'est lui que l'on retrouve en majorité en prison. De là à constater : par qui sont faites les Lois et pour qui le sont-elles !

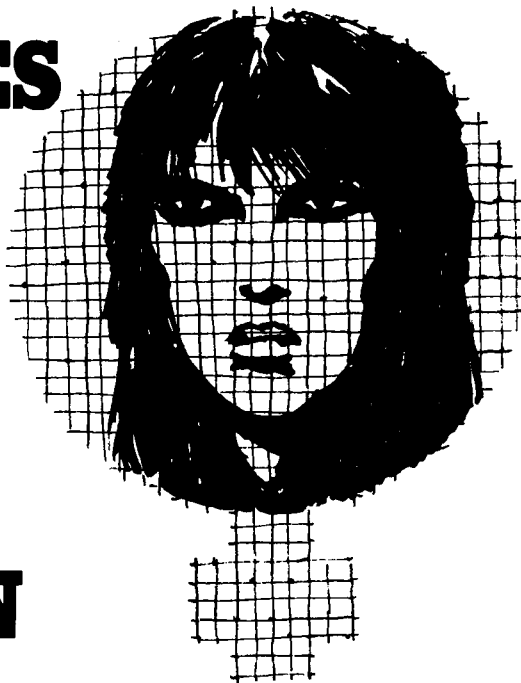
LA PRISON POUR LES FEMMES - DES FEMMES POUR LA PRISON :

EN ce sens, la situation des femmes « délinquantes et criminelles » est exemplaire. Mais curieusement elle est quasiment absente des études et analyses sur la prison. La raison donnée est : le faible pourcentage de femmes dans les statistiques criminelles officielles. En France, dans les établissements pénitentiaires, il y

FEMMES

EN

PRISON



a théoriquement 1 412 places pour les femmes. Même si, dans la pratique, ce chiffre peut être doublé, il ne dépasse pas les 10 % de la population pénitentiaire.

Peut-on en déduire que la femme est moins « criminelle » que l'homme, ou

moins dangereuse ? Ou bien que les actes des femmes sont moins « criminalisés » que ceux des hommes ? Dans ce cas, quelle partie des actes des femmes est réellement sanctionnée, et pourquoi ?

A ce sujet, il serait intéressant de sui-

TROP SOUVENT OUBLIÉES

LES femmes détenues sont peu nombreuses, relativement à la (sur)population pénale : officiellement, il y avait, au 1^{er} mars 1984, 41 093 détenus dont 3,4 % de femmes, donc 1 397 prisonnières. Peu nombreuses, les prisonnières n'en sont que davantage oubliées : oubliées par les médias, oubliées dans les revendications pénitentiaires, oubliées par ceux-là même qui remettent en cause l'appareil d'enfermement. Leur petit nombre n'explique pas tout. Et leur fréquent silence est bien le produit d'un conditionnement.

Chantages, pressions, récompenses et punitions, menaces sur les enfants, tout est fait pour infantiliser et culpabiliser les femmes incarcérées. Le personnel d'encadrement comprend encore nombre de religieuses ; les éducatrices et surveillantes s'acharnent à inculquer aux prisonnières la « féminité », jugée inexistante, comme en témoignerait l'acte délictueux qui leur vaut d'être réprimées. Au-delà de l'humiliation et de l'inhumanité de l'enfermement, l'apprentissage de la soumission aux lois pénales se double de l'obéissance aux lois familiales et masculines.

En attente d'un jugement ou condamnées à des peines relativement courtes, les prisonnières sont incarcérées dans nombre des 142 maisons d'arrêt françaises. Certaines possèdent un quartier réservé aux femmes (Fleury Mérogis, Versailles, le Fort Montluc, à Lyon,...). L'ensemble des femmes accomplissant des peines moyennes ou longues sont, elles, regroupées dans une seule prison : le Centre de Détention de Rennes.

MONTAUBAN / St Michel
 Papa...
 TOUTES LES MAISONS

vre l'évolution des diverses interprétations de la criminalité et de la délinquance féminines au cours des siècles et quels actes sont effectivement jugés par les tribunaux et sanctionnés.

Aujourd'hui, nous trouvons les mêmes réflexions qu'au XVIII^e et XIX^e siècles sur la femme délinquante et criminelle ; c'est-à-dire que l'on continue à considérer comme des crimes et délits « typiquement féminins » les « crimes contre la famille ». Sinon que maintenant l'on souligne l'augmentation du pourcentage de femmes poursuivies et incarcérées

pour vol (surtout des moins de 25 ans).
 Aujourd'hui comme hier, si la femme inculpée de vol reconnaît avoir été entraînée par l'homme qu'elle aime, elle bénéficiera de circonstances atténuantes... Comme au XVIII^e siècle, la femme est considérée « faible » et « victime », ou, pour le moins, soumise et dépendante des hommes. Par contre, si elle veut assumer ses actes, elle est encore considérée « virile » et « hommasse »... donc non réadaptable à son « rôle » social et moral dans la famille. Car la femme ne doit pas seulement obéir à la Loi mais être conforme à la norme morale, instituée par la société à travers les « appareils idéologiques d'Etat » aux mains des hommes. Cette norme sera inculquée aux femmes emprisonnées par d'autres femmes, en uniformes et considérées « conformes ».

LA PEINE DE CHAQUE JOUR

AINSI, puisque dans les prisons de femmes la morale est plus importante que la Loi, les comportements des prisonnières seront considérées en fonction de la « moralité » que l'on attend des femmes.

Par opposition à la *femme normale*, la femme *criminelle* ne peut être que « dépravée » puisque hors de son « rôle »

familial : soit parce qu'elle a détruit « son foyer » (infanticides, mauvais traitements à enfants — particulièrement honnis en prison, et par le personnel et par l'ensemble des prisonnières), soit qu'elle ne l'a jamais intégré (vol, drogue, etc.), soit qu'elle s'en soit servie pour « camoufler ses mauvais penchants » (prostitution, etc.). Alors la *rééducation* commence par la remythification de l'image de la « bonne mère » de même que de tous les clichés de la femme et la famille. Ainsi commence la « participation » au *coulage* progressif dans ce moule pour mieux s'en tirer : on se préoccupe de sa *famille*, les femmes ayant abandonné leurs enfants à la D.D.A.S.S. demandent à l'assistance sociale ou à la visiteuse de se procurer des photos, une adresse pour avoir des nouvelles (bien que leur condition ne leur permette pas de les assumer), on tricote pour des parents, des maris, des enfants, des petits-enfants. Bref, on essaye de prouver que l'on est devenue une *femme normale*, donc, réinsérable et libérable. C'est pourquoi la promiscuité avec les femmes « criminelles » fait peur. Chaque prisonnière considère les autres comme ces « criminelles », puisque aucune ne veut se reconnaître dans cette caricature. De là, cet effort de différenciation qui est en réalité de conformité.

TOULOUSE CONTRE L'ENFERMEMENT

« Nous n'accepterons jamais les punitions, pas plus que nous n'acceptons les maîtres. Notre combat pour un changement radical passe par la lutte contre tous les enfermements. Nous sommes donc amenés à dénoncer la justice, l'administration pénitentiaire et à enfeindre la loi du silence qui masque leurs agissements. Notre lutte à nous qui sommes à l'extérieur passe par des campagnes d'information et de propagande au gré de notre imagination. Suite à des émissions adressées à un ami incarcéré, l'outil radiophonique nous a paru adéquat. Ainsi Canal-Sud, radio locale fondée sur le principe de la liberté d'expression, a facilité la création de l'émission *Transmuraille-Express*. Un projet qui a pour but de donner la parole aux embastillés des maisons d'arrêt de St-Michel, de Montauban et du Centre de

détention de Muret... ». Ainsi s'exprime le collectif de l'émission *Transmuraille-Express*, dans une remarquable brochure constituée de lettres de détenus et publiée à l'occasion d'une quinzaine contre l'enfermement.

Car il y eut, à Toulouse, du 5 au 17 novembre, des journées contre l'enfermement. Des journées organisées par le collectif qui réalise l'émission depuis un an, des journées pour amplifier ces voix que le pouvoir veut étouffer (la radio Canal Sud a été gratifiée d'une quinzaine de plaintes en justice de la part de membres de l'administration pénitentiaire, ce qui lui vaut même de voir sa dérogation refusée !).

Des journées avec de nombreux films, vidéos, de la musique et des expositions, des forums aussi divers que passionnés (*Délinquance, insécurité ? ; L'institution psychiatrique ; les conditions de détention en France ; L'Espace judiciaire européen ; Les conditions de détention dans divers*

pays ; Les luttes à l'intérieur et à l'extérieur des goulags.

Du jamais vu à Toulouse. Deux semaines d'animation, six soirées de débats organisés sans aucun relais organisationnel ni comité de soutien. Simplement aidé par des ami(e)s, le collectif de l'émission a même réussi un véritable tour de force : rassembler, six soirs de suite, 200 à 300 personnes venues dire haut et fort leur envie de voir détruire les bastilles de l'ordre. De quoi vous remonter à bloc en ces temps de morosité.

L'émission continue, bien sûr, plus que jamais, tous les dimanches soirs. On peut contacter le collectif, lui communiquer des informations, lui commander la brochure « Voyage sidérant dans l'univers carcéral », à :

**Transmuraille-Express
 Canal Sud
 40, rue Alfred-Duméril
 31400 Toulouse
 Tél. (61) 52.58.49**

En prison, les femmes cherchent continuellement et désespérément à échapper à cette image à laquelle on les assimile pour mieux les punir. Effort vain ; car l'Institution Judiciaire la leur impose à tous moments : depuis l'arrestation, l'instruction, le procès, et jusqu'à chaque seconde d'incarcération. La prison est en soi plus infamante pour les femmes que pour les hommes ; car elles doivent porter le « poids du péché » !

DU SUPPLICE A L'EXPIATION

LES cachots ne sont « pas trop horribles ». On suggère même aux prisonnières de les aménager... On encourage ce goût, si féminin, pour son intérieur — et quoi de plus totalement intérieur qu'une cellule de prison ! — et c'est un signe d'amendement que d'avoir une cellule « propre » et « coquette ». Les détenues doivent aussi être « propres sur elles », coiffées, et même peuvent se maquiller et être reçues par l'esthéticienne !

Les cachots ne sont pas « trop horribles » en effet, mais on y est surveillée et c'est à tout moment que l'on corrige chacun de vos gestes. La pression y est tellement insupportable que de jeunes délinquantes en arrivent à lacérer leurs vêtements et même à aller à la « promenade » en haillons, tandis que d'autres salissent à plaisir leur cellules et défèquent dans les couvertures.

La femme en prison est tourmentée heure après heure, geste après geste. Il lui est difficile de penser à autre chose qu'à son maintien, à son image, et cette remise en question continue est destructrice. Surveillée, jugée, notée, sur les cahiers des surveillantes, la prisonnière subit une oppression éprouvante qui débouche à la longue sur une véritable aliénation.

Pas de violence dans les prisons de femmes, pas de « tabassage » mais beaucoup de tentatives de suicides et d'automutilations (on se coupe, on se marque le corps, on avale des produits de nettoyage, on s'arrache les cheveux, et on finit par se jeter par la fenêtre). La seule violence est contre soi-même. C'est la meilleure assimilation possible du complexe de culpabilité... Contre ce corps qui reste vivant !...

LES RESTES DU CORPS

L'ON constate que ce corps vit toujours, de mois en mois. Mais si l'on parle de l'aspect du corps de la femme, l'on ne parle pas de la vie de ce corps.

Le traumatisme de l'arrestation et de l'incarcération provoque souvent chez les femmes un dérèglement de la menstrua-

tion. Certaines mêmes n'ont plus de menstruations en prison et selon l'âge cela peut provoquer une ménopause prématurée. Le dérèglement de ce cycle naturel met l'accent sur les problèmes psychiques de la femme détenue qui sont augmentés par l'inquiétude de la stérilité, par la peur de perdre l'intégralité de son être-femme. Et pour les besoins sexuels des femmes, leurs droits à une sexualité n'étant pas reconnus ailleurs, comment pourraient-ils être abordés en prison !

La mentalité courante veut que la femme n'aborde le sexe qu'avec le Sentiment, l'Amour. Donc, dans les prisons de Femmes on parle d'Amour, d'affection, plutôt que de sexe. Dans les cellules de femmes, mis à part les photos de famille et les paysages on trouve sur les murs des photos de presse de chanteurs ou d'acteurs, en pied, la chemise ouverte, torse nu à la rigueur, mais pas d'hommes nus.

La masturbation, bien que courante comme chez les hommes, n'est jamais abordée ni sous-entendue dans les conversations des détenues en général. Si vous parlez de sexualité on vous taxe de « vicieuse ». L'homosexualité n'est pas abordée non plus. Elle est d'ailleurs rare dans les prisons de femmes. Les homosexuelles « déclarées » sont isolées dès leur arrivée (à la MAF de Fleury-Mérogis leur division est dite des « S » pour « spéciales »...). Nonobstant, le besoin d'affection, d'amour, de chaleur humaine étant désespérément ressenti dans cet univers de souffrance, la femme prisonnière a des rapports d'« amitié-amoureuse » avec les seuls être humains alentour : les autres femmes prisonnières.

Par contre le « sexe » tient une place importante dans les préoccupations des surveillantes. Leurs conversations et leurs interpellations sont pleines de sous-entendus, d'allusions. Elles épient continuellement chaque geste « suspect, chaque sourire, chaque possibilité de baisers furtifs ». La nuit, elles sont à l'affût des bruits et arrivent à pas feutrés pour allumer bruyamment la lumière des cellules. L'on peut même dire que les surveillantes font une véritable fixation sur le sexe des détenues, qu'elles inspectent continuellement au cours des fréquentes « fouilles » corporelles où, immanquablement, les détenues doivent baisser leur culotte. Le sexe de la femme reste lié au péché, à la faute, la misère sexuelle est camouflée par la morale. D'où la fixation-brimade sur celles sur qui l'on a un pouvoir de regard et de contrôle gestuel. Et comment les surveillantes pourraient-elles faire autrement, la prison étant ce lieu où la société exerce ce pouvoir de regard et de contrôle sur celles qui ont été prises transgressant sa morale.



Mais pourquoi fait-on subir ce sort à un si petit nombre de femmes ? Pour isoler afin de « protéger » le reste de la société ? Qui peut croire que 2 000 ou 3 000 femmes pourraient mettre la France à feu et à sang (1)... De même que le rôle prééducatif et dissuasif de la prison n'est plus crédible, vu les résultats... La prison serait-elle le symbole le plus significatif et opérant de la morale régnante (2) ? La prison en elle-même étant horrible, serait-ce le symbole de cette horreur qui maintiendrait « les autres » dans la Norme : leur rôle, leurs limites, leur oppression ? Le « peuple » de 1789 l'avait si bien compris qu'il détruisit le symbole même : les murailles...

Ariane GRANSAC

(1) La situation des femmes en prison et leur pourcentage sont sensiblement les mêmes dans tous les pays occidentaux.

(2) La « déviance » ne peut exister que dans un processus normatif qui institue un ordre dans une région donnée de la vie sociale. Ce faisant, il institue, du même mouvement, le désordre correspondant, qu'il est justement chargé de gérer, de domestiquer. C'est de cela que Foucault parle lorsqu'il montre que le système pénal est chargé de gérer les illégalismes populaires. D'ailleurs, la gestion de ce désordre est nécessaire à la proclamation de l'ordre qui n'est jamais que le contretypé de ce qui est nommé, identifié comme désordre.

METRO-OBJOS

Le S.O.C. (secrétariat des objecteurs de conscience) invite les appelés qui s'interrogent sur l'utilité du Service National à venir s'informer sur l'objection de conscience, les samedis de 10 h 30 à 12 h 30 au S.O.C., 33, rue des Vignoles, 75020 Paris, métro Avron ou Buzenval.

EDITIONS ACRATIE

Un nouveau programme d'édition vient d'être établi pour l'hiver 84-85.

Textes de la revue Socialisme ou Barbarie : sur les luttes ouvrières en France de 1952 à 1958, des témoignages sur la vie en usine à cette époque, des textes sur les rapports entre ouvriers français et Nord-africains. Et puis, les grandes grèves de 53 (Postes, Cheminots, Renault...) et celles de 57 (Banques, Renault, Nantes-St-Nazaire, Poste...). Comment les rationalisations se font sur le dos des travailleurs, 352 pages, 75 F.

Jean Grave : le mouvement libertaire sous la troisième République : Un classique enfin réédité (reprint). De l'histoire du mouvement libertaire à l'histoire tout court, des positions théoriques, des anecdotes... 310 pages, 65 F.

Charles Malato : Les joyusetés de l'exil. Une chronique londonienne, sur la vie politique, sociale, quotidienne par un exilé de la commune.

Charles Reeves : Journal d'un voyage. 1983-84. Brésil, Bolivie, Argentine, Uruguay. Pour mieux comprendre la situation dans ces pays. 280 pages. 70 F.

Vous pouvez dès maintenant commander l'un de ces livres au prix spécial indiqué ci-dessus et vous le recevrez dès sa parution.

Par ailleurs nous vous rappelons que nous diffusons toujours :

- Anthologie de Noir et Rouge,
- Markov, l'odyssée d'un passeport (dont Agora a publié des passages dans « Ce froid qui vient de l'Est »).
- Chomsky : textes politiques.
- Vanina : Corse, la liberté pas la mort.

Chacun de ces livres au prix de 50 F, sauf le Markov : 30 F.

(Editions Acratie, B.P. 25, 40300 Peyrehorade).

ECHOS DE GRANDE-BRETAGNE

70 000 emplois miniers supprimés, 70 puits de mines fermés, des villages entiers menacés de disparition, une répression policière et militaire très dure contre les grévistes (charges de la police montée, passages à tabac, contrôles systématiques et violents dans toute la zone minière). Le gouvernement Thatcher poursuit sa politique d'austérité économique au profit du nucléaire mais aussi accélère la liquidation des organisations de travailleurs (disparition du mouvement syndical).

C'est pourquoi, les mineurs financièrement lâchés par leur syndicat, se lancent dans l'action directe en appelant à la grève générale. Ils entraînent dans leur mouvement les travailleurs des transports routiers et les cheminots. La solidarité internationale doit s'exprimer par un soutien moral et financier.

En conséquence, l'Union Locale CNT de Marseille, (Confédération Nationale du Travail), Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.), les Groupes de Salariés pour l'Economie Distributive (G.S.E.D.), le Groupe 13 de l'Ecole Emancipée, la Libre Pensée Autonome, le Groupe Libertaire de Marseille, la Fédération Régionale de la Libre Pensée, et le Groupe F.A de la région toulonnaise.

Adressez vos messages de soutien individuels et collectifs ainsi que dons à :

UNION LOCALE CNT DE MARSEILLE

Vieille Bourse du Travail
13, rue de l'Académie
13001 Marseille



FRISSONS DE L'EST

le CEREL organise, en commun avec Armand Gatti et l'Atelier de Création Populaire de Toulouse, un mois sur l'Union Soviétique.

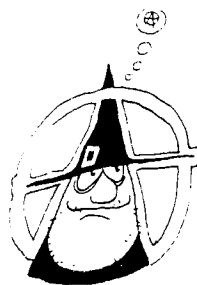
- du 7 janvier au 7 février 85, au hall des expositions de Carcassonne, exposition sur la Victoire au Soleil (Malévitch et Klebnikov remplacé dans le contexte historique de l'époque à travers la photo, l'affiche et des documents originaux sur la période de 1917 à 36).

- expositions et vente de livres sur l'Union Soviétique.

- films vidéo et film 16.

- les 19 et 20 janvier à la maison des Jeunes et de la Culture de Carcassonne deux journées consacrées à des rencontres avec des écrivains et auteurs de livres sur l'Union Soviétique aussi bien sur l'histoire au passé qu'au présent. Avec Castoriadis, Fontenis, Marc Ferro, L. Plioutch, J. Kehayan, A. Skirda et N. Trifon.

(CEREL, B.P. 49, 11300 Limoux Cedex).



LIGNE RAUQUE

Nous vous annonçons la naissance d'un nouveau bébé phoque ! En effet, chaque semaine depuis le lundi 1^{er} octobre, vous avez droit à un article téléphonique sur des groupes, des lieux, des associations, bref sur tout ce qui touche la scène musicale punk et alternative.

Ce premier rejeton sera bientôt accompagné d'une petite publication, « Révolution en Jeopardy », approfondissant les thèmes que vous aurez pu entendre durant le mois. Et toujours la ligne rock underground à l'écoute de la musique non-officielle. Tout ça au (1) 64.99.33.

ALLO L'ARMEE ? ICI LE CHAR !

En décembre 1983, en fonction de la nouvelle loi concernant l'objection de conscience, une centaine de personnes envoyèrent une lettre identique pour obtenir ce « nouveau » statut de l'objecteur ; le texte en était :

« En raison de mes convictions, je me déclare objecteur et demande à bénéficier des dispositions relatives à l'objection de conscience prévues dans la loi n° 83-605 du 8 juillet 1983 ».

Un mois plus tard, une quinzaine de personnes avaient leur demande refusée. Les autres reçurent une demande de complément d'information à laquelle ils répondirent par une nouvelle lettre commune dont voici le texte :

« Pour des motifs de conscience, je me déclare opposé à l'usage personnel des armes. Je demande donc à être admis au bénéfice des dispositions de la loi relative à l'objection de conscience ».

Cette deuxième demande a été accordée sans exceptions. Quel sens de la justice et de l'égalité !

Pour protester contre cette situation, le CHAR appelle à écrire au Ministre de la Défense, 8, rue Hippolyte Bottier, 60209 Compiègne Cedex ou à bloquer le standard du ministère tous les mercredis de 14 h à 15 h, en téléphonant en PCV au Quartier Othenin au 16 (4) 440.23.02, poste 25-64.

(CHAR, B.P. 561, 35000 Rennes)

CAUSONS TOUJOURS

Le CAPEL est un regroupement libertaire qui sort une feuille d'informations et organise des conférences avec centre de documentation à l'appui. Au menu des prochains mois. Le 8 janvier, « Cléricalisme moderne et mouvement ouvrier » avec Marc Prevotel ; le 5 février, « L'antimilitarisme » avec Michel Auvray (rendez-le nous !); et le 5 mars, « Les tentatives historiques de construction d'internationales anarchistes » avec Gaetano Manfredi. (CAPEL, B.P. 73, 60700 Pont-St-Maxence).

On nous voie les mots. Lorsque nous affirmions l'autogestion, les syndicats ricanaient. Aujourd'hui, ils l'ont avalé, digéré et rejeté. Et nous en sommes devenus orphelins. Au temps de nos dénonciations du capitalisme d'Etat, l'extrême-gauche assumait ses incantations aux sauveurs suprêmes et faisait un rempart de mots pour sauver ce qu'il restait d'un soi-disant « Etat ouvrier dégénéré ». Aujourd'hui, recyclés dans l'apocalypse des nouveaux philosophes ou dans les salons de thé de la deuxième gauche, les voilà brûlant ce qu'ils ont adoré et interdisant presque aux autres le label d'opposants à ce communisme blindé qui nous vient de l'Est. Ce n'est pas une raison pour nous taire. Alors, parlons... Mais le fait de dire l'oppression des vieillards du Kremlin, ne nous fera pas applaudir aux assassins du Pentagone. Toujours à la recherche d'une troisième voie (celle d'un socialisme libertaire) qui fasse éclater les deux blocs du capital.

Tel est le sens de ce numéro spécial d'AGORA, où nous avons réédité plusieurs textes ayant paru au cours de ces dernières années dans notre revue. Nous y avons ajouté des articles venant d'une revue amie : IZTOK dont le travail libertaire sur les pays de l'Est est plus que remarquable : il est nécessaire. Nous avons écarté de cette réédition les articles trop marqués par l'actualité, notamment les nombreuses pages publiées sur les événements polonais. Mais nous pensons que pour comprendre ce qu'il se passe à Varsovie, il nous faut regarder du côté de Moscou.

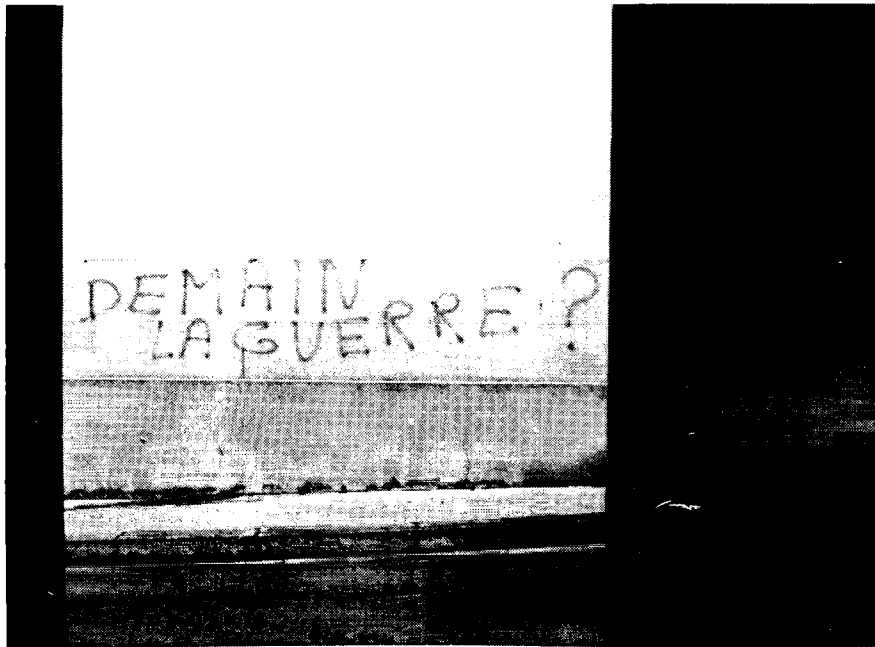


VARSOVIE N'EST PLUS QUE LA BANLIEUE DE MOSCOU

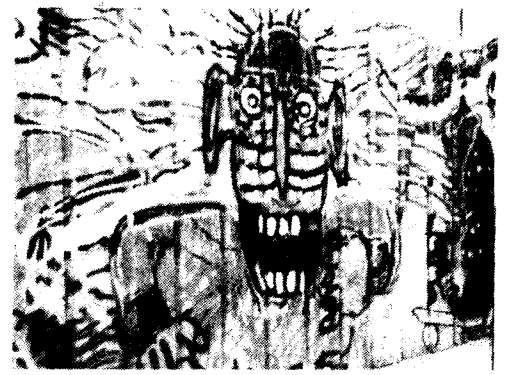
SOMMAIRE

- Arrêtez-moi si je me trompe (Bisou Fruité)
- Yaïta : Un monstre bien utile (V. Marcos)
- A la conquête de l'Est (V. Marcos)
- Chasse aux révoltés (V. Marcos)
- Rock à l'Est (D. Fairbank)
- Belgrade : Anarcho-punk (A. Rivista)
- Mode de domination en Europe (N. Trifon)
- SMOT : un syndicat libre (Borissov)
- B.B. Cronstadt (Volny-Epistolier)
- Bulgarie : La mer de Sofia (G. Markov)
- La commune de Leningrad (Iztok)
- Parcours des dissidences (V. Marcos)
- Modèles de domination (C. Castoriadis)
- Cases libres : Iztok

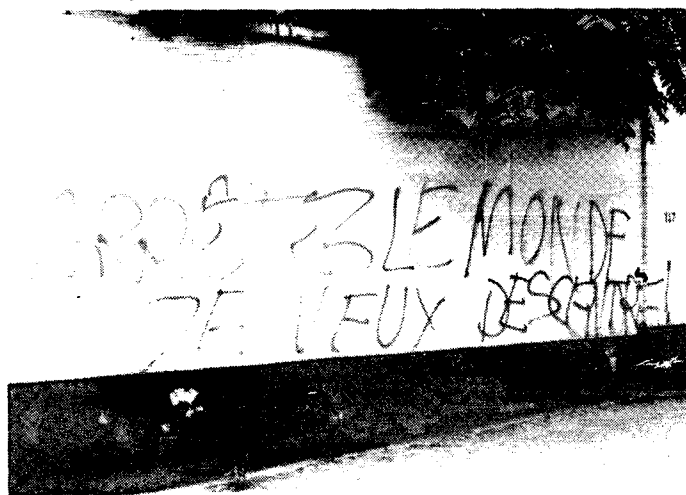
A commander à Agora, 20 F
B.P. 1214, 31037 Toulouse Cedex



• Photo de Philippe P. (St-Etienne).



• Photo Paris de Myriam M. (Toulouse).



• Photo de Metallic Avan (Bruxelles).

GRAFFITOS

GRAFFITOS

GRAFFITOS



Graffitos, nouvelle rubrique. Les murs parlent et vous les écoutez. Bonjour les pinceaux en révolte et en poésie. Il y a toujours un graffitos intéressant à portée d'appareil. Alors, clic ! clac ! photo prise. Vous nous l'envoyez, nous la publions et vous gagnez un abonnement gratuit pour une ou un ami. Etonnant, non ?

